

# Les réserves de l'Algérie en hydrocarbures sont faibles

Selon le ministre de l'Intérieur  
**400 000 détenteurs de  
contrats de préemploi  
seront régularisés**

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Début hier de la campagne électorale

# Les candidats sortent leurs principaux arguments

La campagne électorale pour la présidentielle du 12 décembre a été lancée hier par les cinq candidats qui ont effectué des sorties sur le terrain, appelant à une participation massive au scrutin. Le candidat Ali Benflis a appelé de Tlemcen à la participation à cette élection, afin «d'éteindre le feu de la Fitna et éviter l'aggravation de la crise que vit l'Algérie».



Sahara occidental occupé

## La décision de la CJUE sur l'étiquetage «colonies» devrait être élargi



**L'**arrêt du 12 novembre que vient de prendre la Cour de justice de l'Union européenne (UE) sur l'étiquetage des produits en provenance des territoires palestiniens occupés, devrait être élargi à tous les produits issus de territoires occupés, dont celui du Sahara occidental, a indiqué l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (Aarasd).

Soutenant que la conférence tenue vendredi au Sénat français sur la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles «vient à point nommé», l'Aarasd a souligné, dans un communiqué, publié sur son site Internet, qu'«il est grand temps de tirer les conclusions nécessaires de la décision (arrêt du 12 novembre) et d'assurer enfin la cohérence et la légalité de nos politiques commerciales face à de telles situations aux portes de l'Union européenne».

La conférence de Paris a été organisée par la sénatrice française, Christine Bruno, en coopération avec l'Aarasd. A l'ordre du jour de la conférence, des exposés et un débat sur les phénomènes juridiques et politiques relatifs à la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles ainsi que l'illégitimité de tout accord concernant l'exploitation de ses richesses sans son consentement et ce, dans le cadre de son droit légitime et inaliénable à l'autodétermination, selon les organisateurs.

Dans ce contexte, l'Aarasd a regretté, comme l'a déjà souligné le communiqué du groupe des Verts au Parlement européen : «En revanche, l'UE a ouvertement inclus le territoire du Sahara occidental, occupé illégalement par le Maroc depuis 1975, dans des accords bilatéraux sur les produits de l'agriculture et de la pêche avec Rabat, permettant à ces produits d'entrer sur le marché de l'UE assimilés aux produits marocains et étiquetés en tant que tels».

Les enseignants du primaire paralysent les écoles

## Grève cyclique de trois jours à partir d'aujourd'hui



Selon l'ex-P-DG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar

## Les réserves de l'Algérie en hydrocarbures sont faibles

L'Algérie ne dispose pas suffisamment de réserves en pétroles et en gaz. L'ère des grandes découvertes est derrière nous, a souligné, hier, l'ancien P-DG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, qui a été l'hôte de l'émission L'Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne.



Par Rachid Chihab

Pour lui, le gros problème auquel est confrontée l'Algérie est davantage économique qu'énergétique. Attar explique qu'avec les faibles réserves d'hydrocarbures dont disposerait actuellement le pays, il faudrait, à un moment, donner la priorité à la satisfaction intérieure et donc de ne plus tabler sur leur exportation. Selon lui, c'est la «rente» tirée des exportations d'hydrocarbures qui est, aujourd'hui, en danger, ajoutant qu'il n'y a, par contre, pas de souci à se faire en matière d'approvisionnement énergétique interne, pour autant, prévient-il, qu'on

développe l'usage des énergies renouvelables. Pour cet expert en énergie, le plus important, aujourd'hui, consiste à diversifier absolument ces types d'énergies pour pouvoir se libérer des seules recettes générées par les hydrocarbures. M. Abdelmadjid Attar est, par ailleurs, catégorique : «Il ne faudrait pas s'attendre à la découverte d'importants gisements d'hydrocarbures et ce n'est pas, relève-t-il, en édictant une loi qu'on va en découvrir plus». Pour lui, de nouveaux Hassi Messaoud, Hassi R'mel et Berkine «c'est fini». Des éventuels gisements énergétiques que pourraient receler les zones

off-shore sur lesquelles, note-t-il, il existe très peu de données géologiques, l'intervenant mitige les espérances affichées jusque-là, s'appuyant pour cela sur les conclusions des techniciens y ayant travaillé. Il y a, selon lui, «très peu de chances d'en découvrir». Démarrant les propos de responsables assurant qu'il reste encore 70% du territoire encore inexploité, M. Attar considère que ces derniers «racontent des histoires». Il explique que s'il est aussi affirmatif, c'est «parce que j'ai passé ma vie à faire de l'exploration». Pour lui, si on a laissé croire qu'il y avait encore assez de pétrole et

de gaz à exploiter, «c'était pour rassurer la population». «Lorsque j'ai dit le contraire, on m'a traité de «pétro pessimiste». Évaluant, d'autre part, les quantités «probables et possibles» de gaz conventionnel encore inexploitées, l'invité les estime à environ 4 000 à 4 200 milliards de m<sup>3</sup>. Pour ce qui concerne les ressources pétrolières, il met en avant des quantités de 1,5 milliards de tonnes. Ce constat est fait également par plusieurs experts et bureaux d'études étrangers qui recommandent à l'Algérie de chercher de nouvelles opportunités économiques loin du secteur des hydrocarbures. R. C.

## Les enseignants du primaire paralysent les écoles Grève cyclique de trois jours à partir d'aujourd'hui

Par Karima Nacer

Une nouvelle grève, dans le cycle primaire est prévue pour aujourd'hui. Regroupés au sein du collectif des enseignants libres du cycle primaire, refusant ainsi toute couverture syndicale, les enseignants du primaire reprendront leur mouvement de protestation cyclique pour la 7<sup>ème</sup> semaine consécutive. Ainsi, une grève de trois jours sera entamée à partir d'aujourd'hui «dans le cas où le département de Belabed ne répond pas en urgence aux revendications des enseignants».

Les enseignants de primaire comptent poursuivre leur mouvement de contestation cyclique entamée, il y a sept semaines. En effet, un préavis de grève avait été déposé au niveau du ministère la semaine dernière, conformément à la loi.

La décision a été prise par les sections régionales du collectif après les réunions de jeudi dernier suite à l'échec des discussions avec les représentants du ministère de l'Éducation autour de leurs revendications socio-professionnelles. Les enseignants du primaire avaient entamé une grève nationale cyclique (chaque lundi) depuis le 6 octobre dernier. Une rencontre a eu lieu la semaine dernière entre l'inspecteur général au ministère de l'Éducation nationale et des représentants d'enseignants libres du primaire pour débattre de leurs revendications. Mais les enseignants se sont retirés de la réunion en l'absence d'un terrain d'entente. Ils n'écartent pas le recours à la grève illimitée et au boycott des examens du premier trimestre en cas d'indifférence à leur égard et en cas d'absence de réponse à leurs revendications. Dans un communiqué rendu public hier, le collectif des enseignants du primaire a indiqué le maintien de chaque lundi comme journée de grève et ce, durant trois jours renouvelables chaque semaine au cas où les revendications de la coordination ne sont pas satisfaites, indique dans le préavis de grève. Il est à noter qu'une nouvelle rencontre avec le ministre du secteur, Abdelhakim Belabed, est programmée pour la semaine prochaine. «Si le ministère accepte les conditions mentionnées dans l'avis de grève, la grève durera un jour, soit le lundi seulement. Dans le cas contraire, la grève sera maintenue». Ainsi, le collectif des enseignants du primaire a appelé les enseignants de ce palier à poursuivre la contestation et se mobiliser. A rappeler, par ailleurs, que les revendications principales des enseignants du primaire tournent essentiellement autour de la promulgation du statut particulier, notamment dans ses aspects liés à la promotion, l'intégration et le classement. Ils exigent l'amélioration des conditions de travail et les moyens pédagogiques nécessaires. Ils demandent également l'uniformisation des fiches techniques et des approches pédagogiques pour les manuels scolaires de tous les niveaux du primaire. Ils réclament la limitation des missions des enseignants du primaire au volet pédagogique uniquement et de les dispenser des séances d'éducation sportive ou de surveillance des élèves. K. N.

Selon des spécialistes

## 5% des diabétiques ont besoin de médicaments innovants

Des diabétologues et des spécialistes en médecine interne ont affirmé, samedi à Alger, que 5% seulement des diabétiques de type 2 «ont réellement besoin d'un traitement médicamenteux innovant».

Intervenant lors d'une conférence de presse, animée avec une élite de spécialistes, en marge de la clôture du 21<sup>ème</sup> Congrès national de diabétologie, le chef de service de diabétologie-endocrinologie au Centre hospitalo-universitaire Hassani Isaâd de Beni Messous, le Pr. Mourad Samrouni a indiqué que «la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) refuse d'inscrire les médicaments innovants sur la nomenclature des médicaments remboursables en raison de leurs

coûts, sans se soucier de leur efficacité».

«5% seulement des diabétiques ont réellement besoin de ces médicaments dont l'efficacité est établie dans la prévention contre les complications du diabète et la garantie de l'équilibre glycémique», a-t-il dit.

Parmi les autres complications, le Pr. Semrouni, également président de la Société algérienne de diabétologie, a cité l'accident vasculaire cérébral (AVC) et la crise cardiaque, ajoutant que ce type de traitement assure l'équilibre glycémique et lutte contre l'obésité.

Selon le spécialiste, «prescrire ce traitement à 5% des diabétiques contribue, au fil du temps, à réduire les coûts, étant donné que la catégorie la plus exposée à cette mala-

die ne cesse de s'accroître».

Pour sa part, le Pr. Mansour Brouri, spécialiste en médecine interne à l'Établissement public hospitalier (EPH) de Birtraria a indiqué que «le diabète qui prend des proportions alarmantes en Algérie et dans le monde, vient en 4<sup>ème</sup> position des maladies chroniques mortelles».

Si les autorités publiques n'arrivent pas à maîtriser les facteurs de risque, la hausse de l'obésité (13 millions d'Algériens en excès de poids) et l'absence de contrôle effectif du diabète (touchant 15% des personnes âgées entre 18 à 69 ans), l'enregistrement de nouveaux cas aura «des retombées désastreuses sur la santé et l'économie nationale».

En dépit des résultats enregistrés en matière de prise en charge du diabète en Algérie depuis 2008, similaire à celle appliquée dans les pays développés, ce traitement a, néanmoins, régressé en raison du non-recours aux molécules innovantes, a indiqué le Pr Brouri.

Adnan Zaâmour, chef de service de médecine interne à l'Établissement hospitalier universitaire de Constantine a cité «l'avantage des médicaments innovants, aussi bien pour le malade, que pour l'économie nationale, se référant aux résultats de ce traitement dans les pays l'ayant adopté».

Pour sa part, Yacine Sellam, maître-assistant à l'université d'Alger en pharmaco-économie a évoqué le fardeau qu'est le diabète

pour la Cnas, vu qu'il représente, à lui seul, 28,2% du coût global des médicaments remboursés».

En 2018, l'insuline, à elle seule, a coûté à la Cnas, 36 milliards de DA et les bandelettes d'auto-surveillance glycémique (14,5 milliards de DA) et les médicaments par voie orale (7,3 milliards de DA), soit un coût global de plus de 57 milliards de DA, a-t-il précisé.

Les coûts indirects de la prise en charge du diabète, soit de ses complications ont dépassé 230 milliards de DA (1,9 milliard de dollars) contre près de 290 milliards de DA pour la prise en charge du diabète et de ses complications, soit 1/5 des ressources destinées au secteur de la santé, a-t-il indiqué.

T. L.



# ÉVÈNEMENT ▶▶

Début hier de la campagne électorale

## Les candidats sortent leurs principaux arguments

La campagne électorale pour la présidentielle du 12 décembre a été lancée hier par les cinq candidats qui ont effectué des sorties sur le terrain, appelant à une participation massive au scrutin. Le candidat Ali Benflis a appelé de Tlemcen à la participation à cette élection, afin «d'éteindre le feu de la fitna et éviter l'aggravation de la crise que vit l'Algérie».



Par S. A. Mohamed

Lors de son premier meeting populaire, animé à la Maison de la culture Abdelkader Alloula, Benflis a affirmé que «l'Algérie vit une crise multidimensionnelle et une fitna (discord) qu'il faut éteindre à travers la participation à l'élection présidentielle», ajoutant que «la non-tenu de cette élection aggravera la crise socio-économique». «Cette présidentielle ne sera pas exemplaire, vu la conjoncture actuelle, mais elle sera acceptable», a estimé le candidat, ajoutant que «des élections exemplaires se tiendront à l'avenir». Benflis a appelé à la résolution de la crise politique par «le dialogue et le bannissement de la violence, sous toutes ses formes», car les Etats se gouvernent par le dialogue. Le président du parti Talaie el Hourriyet a dit s'être présenté à la présidentielle pour «éteindre le feu de la fitna et instaurer un système démocratique avec une nouvelle Constitution qui limite les prérogatives du président de la

République et du chef du gouvernement, à condition que ce dernier fasse partie de la majorité parlementaire ou d'une alliance de partis». Le candidat a évoqué les principaux volets de son programme électoral qui comporte «la définition des prérogatives du Parlement qui sera légitime et indépendant, avec la relance des enquêtes parlementaires et la consécration du rôle de l'opposition pour mettre fin au monopole de la majorité», promettant «constitutionnaliser les auditions parlementaires des membres du gouvernement».

Pour sa part, Abdelkader Bengrina a choisi d'entamer sa campagne par une activité de proximité à Alger. Partant de la Grande-Poste où il a rencontré des citoyens, Bengrina a indiqué avoir choisi cette place pour sa symbolique, qualifiant celle-ci de «place de la liberté et de la dignité et un symbole de la chute des empires de la corruption politique et financière». A cette occasion, Bengrina s'est engagé, s'il venait à être élu président de la République, à faire de la Grande-Poste un musée de la

liberté et à «construire une Algérie nouvelle, forte par son passé». Par la suite, le candidat à la présidentielle, accompagné de partisans, a traversé le boulevard Mostéfa Ben Boulaïd pour se rendre à l'entrée principale du port d'Alger près de la stèle commémorative de l'attentat perpétré par l'OAS, le 2 mai 1962, contre les dockers faisant quelque 200 martyrs. Dans une brève allocution prononcée sur place, Bengrina a évoqué l'aspect économique de son programme électoral, notamment en ce qui concerne le développement du secteur du tourisme et l'encouragement de l'exportation des produits nationaux, notamment agricoles et industriels pour réduire la facture des importations.

De son côté, Abdelmadjid Tebboune, s'exprimant par la voix du directeur de la commission jeunesse de sa direction de campagne électorale, M. Hassane Mermouri, a affirmé qu'il dispose d'un plan pour que de nouveaux hommes d'affaires soient promus parmi les jeunes porteurs de projets de start-up.

L'orateur qui s'exprimait lors

d'un meeting à Sidi Fredj (Alger) a affirmé que le hirak qui a libéré tout le monde a fait que le terrain est désormais propice pour la mise en place d'une nouvelle République.

Abdelmadjid Tebboune, ajoute M. Mermouri, porte un projet prometteur qui fait confiance aux jeunes et les inclut dans la prise de décision. L'ex-ministre du Tourisme a souligné que l'économie moderne se base sur la connaissance et son candidat va l'encourager et sera l'intermédiaire entre l'ancienne et la nouvelle génération. Le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune a perdu hier son directeur de campagne, Abdellah Baâli, démissionnaire, qui a dû être remplacé par Mohamed Amine Messaïd, un haut cadre de l'Etat qui était directeur de cabinet de Tebboune, en tant que ministre de l'Habitat, a-t-on appris. Les deux autres candidats, Abdelaziz Belaïd et Azzedine Mihoubi ont choisi, quant à eux, d'entamer leur campagne par des meetings dans la ville d'Adrar dans le Sud du pays. S.A.M.

### Pour le bon déroulement de la présidentielle Toutes les dispositions sécuritaires ont été prises

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a souligné samedi avoir pris toutes les dispositions sécuritaires nécessaires pour le bon déroulement de la présidentielle du 12 décembre.

«Dans le cadre de la sécurisation globale de l'élection présidentielle dont le Haut commandement de l'Armée nationale populaire s'est engagé à assurer le bon déroulement jusqu'à élire un président de la République, le 12 décembre prochain, toutes les dispositions sécuritaires nécessaires ont été prises à même de garantir le déroulement de ces élections importantes pour notre pays dans les meilleures conditions», précise le ministère dans un communiqué.

En effet, ajoute le MDN, «le Haut commandement de l'Armée nationale populaire a accompagné le mouvement populaire et affiché son soutien aux revendications légitimes des citoyens pour la concrétisation des changements voulus, et la réalisation de l'objectif principal consistant en l'organisation d'une élection présidentielle dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, et le respect des institutions de l'Etat et rendre l'espoir aux Algériens pour un meilleur avenir, comme espéré par nos valeureux martyrs».

Et pour permettre aux citoyens et aux candidats de se déplacer et de s'exprimer «dans un climat de quiétude et de sécurité» à travers tout le territoire national, et à la veille de la campagne électorale, le Haut commandement de l'Armée nationale populaire a donné d'«amples instructions et les orientations nécessaires» à tous les forces et les services de sécurité concernés pour garantir les conditions adéquates et permettre au peuple algérien de «participer massivement à la campagne électorale et au prochain scrutin présidentiel en toute liberté et transparence».

A cette occasion, le Haut commandement de l'ANP «exhorte tous les citoyens jaloux de leur pays à participer activement au côtés des forces de l'Armée nationale populaire et des services de sécurité qui sont mobilisés jour et nuit et avec une grande vigilance, disposés et disponibles, à assurer la réussite de ce rendez-vous crucial pour l'avenir du pays et relever les défis pour renforcer et consolider la place et l'image de l'Algérie», conclut le communiqué du MDN.

R. K.

Banque d'Algérie et Sonatrach

## Benabderrahmane et Chikhi prennent leurs fonctions

Ayman Benabderrahmane a pris hier ses fonctions de gouverneur de la Banque d'Algérie, en remplacement de Amar Hiouani qui occupait ce poste par intérim.

A cette occasion, M. Benabderrahmane s'est dit déterminé à «aller de l'avant pour poursuivre la réalisation des chantiers engagés par la Banque d'Algérie et d'entamer de nouveaux». Pour le nouveau gouverneur de la Banque des banques, la première mission qui lui a été confiée, consiste à «instaurer la confiance» entre le citoyen et la sphère bancaire.

Il s'agit également d'œuvrer à la redynamisation des banques et des institutions financières, pour

la mettre à la page des évolutions enregistrées au niveau international.

Affirmant que la Banque d'Algérie est «une institution publique et républicaine», M. Benabderrahmane a rassuré, elle demeurera à «l'écoute des préoccupations des citoyens et des opérateurs économiques».

Pour consacrer le principe de la transparence, le nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie a promis de tenir des rencontres périodiques avec la presse dans l'objectif d'informer l'opinion publique sur les mutations de la place financière.

Aussi, M. Kamel-Eddine Chikhi a pris, hier à Alger, ses fonctions au poste de P-DG du Groupe

Sonatrach en remplacement de M. Hachichi Rachid.

Présidant la cérémonie d'installation, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a félicité le nouveau P-DG de Sonatrach pour ce poste, l'appelant à fournir davantage d'efforts pour permettre à Sonatrach de garantir la sécurité énergétique du pays à long terme.

Dans le même cadre, il a mis en exergue les réalisations de M. Chikhi, notamment sa contribution à la promotion du domaine minier, et sa supervision des travaux de recherche sanctionnés par d'importantes découvertes, outre sa gestion de plusieurs projets de développement de nouveaux pôles pétroliers et gaziers à Reggane, Timimoune et Adrar.

Le ministre a salué, par ailleurs, les efforts consentis par l'ex-P-DG du Groupe, Rachid Hachichi, en vue de mener Sonatrach vers davantage de développement, valorisant, en outre, sa contribution active à la présentation et à l'explication de la loi sur les hydrocarbures, adoptée jeudi à la majorité, par l'Assemblée populaire nationale (APN).

La loi sur les hydrocarbures, a précisé M. Arkab, vise à «encourager l'investissement en matière d'hydrocarbures via Sonatrach, seule ou en partenariat avec des compagnies étrangères dotées de grandes capacités financières et technologiques, en vue de répondre aux besoins croissants

du marché national en ressources pétrolières».

«Les défis d'aujourd'hui sont importants et à leur tête l'exploitation et la valorisation de nos ressources, en consentant davantage d'efforts en matière d'exploration, en vue de renouveler nos réserves en hydrocarbures, doubler la production et répondre aux exigences de la consommation nationale croissante en gaz naturel et produits pétroliers», a-t-il ajouté.

Pour sa part, le nouveau P-DG a déclaré que «la responsabilité dont il vient d'être investie est grande et lourde à la fois. Pour cela, il ne ménagera aucun effort en vue de s'acquitter pleinement de son devoir».

L. H.

Sahara occidental occupé

# La décision de la CJUE sur l'étiquetage "colonies" devrait être élargi

L'arrêt du 12 novembre que vient de prendre la Cour de justice de l'Union européenne (UE) sur l'étiquetage des produits en provenance des territoires palestiniens occupés, devrait être élargi à tous les produits issus de territoires occupés, dont celui du Sahara occidental, a indiqué l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (AARASD).



**S**outenant que la conférence tenue vendredi au Sénat français sur la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles «vient à point nommé», l'Aarasd a souligné, dans un communiqué, publié sur son site Internet, qu'«il est grand temps de tirer les conclusions nécessaires de la décision (arrêt du 12 novembre) et d'assurer enfin la cohérence et la légalité de nos politiques commerciales face à de telles situations aux portes de l'Union européenne».

La conférence de Paris a été organisée par la sénatrice française, Christine Bruno, en coopération avec l'Aarasd. A l'ordre du jour de la conférence, des exposés et un débat sur les phénomènes juridiques et politiques relatifs à la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles ainsi que l'illégitimité de tout accord concernant l'exploitation de ses richesses sans son consentement

et ce, dans le cadre de son droit légitime et inaliénable à l'autodétermination, selon les organisateurs.

Dans ce contexte, l'Aarasd a regretté, comme l'a déjà souligné le communiqué du groupe des Verts au Parlement européen : «En revanche, l'UE a ouvertement inclus le territoire du Sahara occidental, occupé illégalement par le Maroc depuis 1975, dans des accords bilatéraux sur les produits de l'agriculture et de la pêche avec Rabat, permettant à ces produits d'entrer sur le marché de l'UE assimilés aux produits marocains et étiquetés en tant que tels».

«Outre l'examen approfondi et comparatif par la Commission de l'approche de l'Union européenne en matière de commerce avec les territoires sous occupation/annexion du «nord de Chypre au Haut-Karabakh, du Sahara occidental à la Crimée, nous appelons à une initiative européenne visant à réglementer

le commerce des produits de tous les territoires occupés», souligne encore l'Aarasd.

## De l'étiquetage explicite aux fondamentaux du droit international

L'avocat du Front Polisario, Me Gilles Devers qui prendra part aussi à la Conférence du 15 novembre à Paris, a, dans une première réaction à l'arrêt du 12 novembre, expliqué les perspectives ouvertes par celui-ci pour le Sahara occidental.

La Cjue, rappelle l'avocat, avait été saisie d'une question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat français sur les méthodes d'étiquetage des produits des colonies israéliennes situées dans les territoires occupés de Palestine.

La Cour a répondu précisé-

ment : «Les denrées alimentaires originaires d'un territoire occupé par Israël doivent porter, non seulement la référence à ce territoire, mais également, dans le cas où ces denrées alimentaires proviennent d'une localité ou d'un ensemble de localités constituant une colonie israélienne dans ledit territoire, la mention de cette provenance». Et les 28 Etats membres de l'UE sont tenus d'appliquer strictement cette règle. Mais l'essentiel tient dans la démonstration faite pour parvenir à cette solution.

«Dans l'arrêt rendu mardi dernier, la Cour se fonde sur les bases du droit international, à partir de la démonstration faite à propos du Sahara occidental dans son arrêt du 21 décembre 2016. C'est le droit international humanitaire qui guide sa décision, avec deux conséquences décisives : d'une part, la domination militaire et économique ne

met pas en cause le droit des peuples à l'autodétermination, lequel reste légalement intact quelles que soient les difficultés, et d'autre part, les colonies sont illégales, car elles constituent des transferts de population contraires aux Conventions de Genève», explique encore Me Devers.

«Alors qu'on voit dans le monde politique une volonté de remettre en cause ces principes historiques, il est particulièrement salutaire de voir la Cour de justice de l'Union européenne, avec indépendance et compétence, les rappeler dans une démonstration que personne ne pourra contester», souligne l'avocat.

Mardi dernier, l'eurodéputé belge, Petra de Sutter, avait elle aussi réagi à propos de l'arrêt de la Cjue sur l'étiquetage «colonies israéliennes» soulignant que l'UE devrait «en tirer les conclusions nécessaires».

L'ancienne sénatrice qui préside depuis juillet la Commission Marché intérieur et protection du consommateur au Parlement européen a estimé, dans une tribune conjointe, publiée par un groupe d'eurodéputés sur *EUObserver* que «l'UE a un rôle actif à jouer en s'assurant de ne pas se rendre complice d'une situation d'occupation qu'elle dénonce fréquemment au niveau de la politique étrangère».

De son côté, le groupe d'eurodéputés a appelé à «une initiative européenne visant à réglementer le commerce des produits en provenance de tous les territoires occupés», et déploré, à ce titre, les approches «contradictoires» de l'Union européenne en matière de commerce avec les territoires occupés.

Alors que l'UE impose à la Russie des sanctions et des mesures commerciales restrictives depuis l'annexion de la Crimée en 2014, elle inclut ouvertement le territoire du Sahara occidental occupé dans ses accords bilatéraux sur l'agriculture et la pêche avec le Maroc, autorisant ce dernier à placer les produits sahraouis sur le marché européen, ont également dénoncé les eurodéputés. **H. L.**

Polisario

## Pour «une initiative transparente sur l'extraction de ressources naturelles»

**L**e front Polisario a exprimé sa détermination à participer à «une initiative transparente sur les industries relatives à l'extraction de ressources», étant l'unique représentant légitime du peuple sahraoui, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Dans son communiqué, lu par sa représentante à Paris lors des travaux de la conférence internationale sur «la souveraineté du peuple sahraoui sur ses richesses», tenue, vendredi dernier, au siège du Sénat français, le Polisario a plaidé pour «l'impérative adoption de tous les critères internationaux relatifs à la transparence, à la bonne gouvernance

ainsi que sa vision stratégique basée sur la nécessité d'entamer la mise en place de tous les fondements solides de l'Etat sahraoui, dès à présent, c'est-à-dire lors du processus de libération nationale».

Le front Polisario a exhorté les pays européens et les institutions de l'Union européenne à «accompagner le peuple sahraoui dans cet effort, dès à présent, en soulignant l'intention de la République sahraouie d'adhérer à cette convention de manière officielle, dès le parachèvement du recouvrement de la pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire national et la réalisation de l'indépendance

nationale».

Il a appelé, en outre, le Conseil d'administration de l'initiative internationale à «visiter la République sahraouie en 2020, en vue d'approfondir l'échange d'expériences et de renforcer la bonne gouvernance et la gestion économique qui est à même de réunir tous les facteurs du développement durable visant l'édification d'une expérience nationale sans distinction, ni exclusion aucune».

Le front Polisario, en sa qualité d'unique représentant légitime du peuple sahraoui, a participé à plusieurs conventions internationales, ce qui est à même de renforcer sa

position et son statut juridique au niveau international.

Initiée par le sénat français, avec le concours de l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd) en France, la conférence portera sur «les dimensions juridiques et politiques de la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles». «L'APN sera représentée à cette conférence par le député Mohamed Moussaoudja en sa qualité de membre du groupe parlementaire d'amitié et de fraternité Algérie-Sahara occidental.

R. K.



Salon international El-Mouggar

# L'Algérie s'engage à promouvoir le commerce entre les pays voisins

**Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a affirmé, samedi à Tindouf, que la relance du Salon international El-Mouggar traduit l'engagement des pouvoirs publics algériens à promouvoir les échanges commerciaux entre les pays voisins.**



« La relance du Salon international El-Mouggar traduit l'engagement des pouvoirs publics à promouvoir les opportunités d'échanges commerciaux entre les pays voisins », a souligné M. Djellab lors d'un forum tenu en marge de la manifestation économique et commerciale d'El-Mouggar, au terme de sa tournée dans la wilaya de Tindouf.

Le ministre a déclaré que « la dynamisation de l'économie et du commerce entre les populations des régions frontalières fait partie des projets du gouvernement algérien visant la création des activités économiques et commerciales dans des régions économiques importantes, constituant une véritable base de lancement de l'intégration économique dans la région ».

« La nouvelle approche de ce Salon international consiste en la préservation aussi de sa vocation culturelle en vue de refléter la diversification économique, culturelle et touristique

de l'Algérie », a-t-il dit.

Le ministre mauritanien du Commerce et du Tourisme, Sid Ahmed Ould Mohamed, a, de son côté, indiqué que « nous sommes indubitablement en quête de davantage d'efforts conjugués pour exploiter les opportunités existantes en matière d'échanges commerciaux entre les pays africains », avant de qualifier la manifestation El-Mouggar comme « une des formes d'échanges commerciaux que les pays aspirent à mettre en forme ».

M. Ould Mohamed a affirmé que « le gouvernement mauritanien tient fermement à concrétiser l'intégration commerciale entre les pays du Maghreb arabe par souci d'en faire de ce forum la locomotive d'échanges commerciaux à l'échelle africaine », avant d'annoncer que la ville de Nouadhibou abritera la prochaine édition d'El-Mouggar.

Le ministre malien du Commerce, Mohamed Ag Erlaf, a souligné, pour sa part, que « la manifestation économique et commerciale d'El-Mouggar est une opportunité pour les

populations des pays africains pour tirer profit des échanges commerciaux », avant d'exprimer son espoir de voir cette manifestation se développer davantage.

Cette exposition commerciale relancée, après son éclipse depuis les années 1970, regroupe pas moins de 100 opérateurs économiques et commerciaux issus de l'Algérie et d'autres pays africains limitrophes, dont la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Niger, en sus de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd).

Ce rendez-vous économique sera mis à profit pour promouvoir les échanges commerciaux, la mobilisation d'une base logistique au niveau de la wilaya susceptible de réunir les conditions requises pour l'acheminement des marchandises et garantir les procédures de stockage des produits, gérer les procédures douanières, et assurer de nouveaux revenus pour la commune de Tindouf, ont fait savoir les organisateurs.

La manifestation servira

aussi de grande vitrine pour les opérateurs économiques algériens pour la commercialisation de leurs produits, la conclusion de conventions de coopération dans ce domaine, la vulgarisation des produits algériens exportables en direction de leurs homologues africains, selon la même source.

L'ouverture du poste frontalier terrestre Mostefa Ben Boulaïd entre l'Algérie et la Mauritanie constitue aussi une ébauche pour la relance de la coopération commerciale entre les deux pays et devra contribuer au développement des activités commerciales et économiques à la satisfaction de la population locale et de celles des pays limitrophes aux frontières algériennes.

El-Mouggar est organisé conjointement par la Société algérienne des expositions et de l'exportation (Safex), le groupe de transports des marchandises et de logistique (LogiTrans) et les Chambres de commerce et d'industrie des pays participants.

R. E.

## Arabie Saoudite Aramco dit prévoir introduire 1,5% de son capital en bourse

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé hier prévoir introduire 1,5% de son capital en Bourse à Riyad, une opération qui devrait lui rapporter entre 24 et 25,5 milliards de dollars et valorise l'entreprise à environ 1 700 milliards de dollars.

« La première offre concernera 1,5% des parts de l'entreprise », a indiqué Aramco dans un communiqué, dans lequel il est précisé que la fourchette du prix de l'action sera de 30 à 32 riyals (entre 8 et 8,5 dollars).

L'objectif a été revu à la baisse par rapport à la valorisation à 2 000 milliards de dollars un temps visée par le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, mais l'opération pourrait tout de même rivaliser avec la plus grosse introduction en Bourse de l'histoire: celle du géant chinois du commerce électronique Alibaba, qui avait levé 25 milliards de dollars à New York en 2014.

Hier marque le premier jour de la période de souscription qui doit durer jusqu'au 4 décembre. Le prix final de l'action sera arrêté le 5 décembre, selon le prospectus publié par l'entreprise il y a une semaine.

Investisseurs et experts s'attendaient à un plan initial d'introduction en Bourse d'Aramco comportant deux volets: l'introduction de 2% du capital sur le Tadawul, indice de référence de la Bourse de Riyad, suivie de l'introduction de 3% sur une place boursière internationale. Mais l'entreprise a affirmé qu'aucun plan pour une introduction à l'étranger n'était à l'ordre du jour actuellement.

Aramco, qui produit environ 10% du pétrole mondial, est considéré comme le joyau économique du Royaume saoudien, premier exportateur mondial de brut, et le pilier de sa stabilité économique et sociale.

Son introduction en Bourse constitue la pierre angulaire du plan de réformes du prince héritier pour diversifier l'économie du Royaume, ultradépendante du pétrole.

L'Arabie Saoudite a déployé des efforts spectaculaires pour faire de cette opération un succès, incitant de riches familles saoudiennes et des acteurs institutionnels à investir, certains qualifiant même l'acte de « devoir patriotique ».

Mais, malgré une intense campagne de promotion, des informations font état de difficultés pour Aramco à attirer des investisseurs institutionnels étrangers, sur fonds de perspectives incertaines pour le secteur de l'énergie et en raison de craintes sur la transparence et la gouvernance du géant saoudien.

F. L.

Avant la fin 2019

## Entrée en service de l'Agence nationale pour le développement de la numérisation

L'Agence nationale pour le développement de la numérisation entrera en service avant la fin de l'année en cours, a annoncé, samedi à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah-Eddine Dahmoune.

Supervisant la cérémonie de clôture des travaux de la Conférence internationale sur l'appui des start-up dans les domaines du service public, M. Dahmoune a fait savoir que le Premier ministre avait donné des instructions pour accélérer la création et la mise en service, avant la

fin 2019, de l'Agence nationale pour le développement de la numérisation.

L'Agence se chargera de « définir les grands contours stratégiques en matière de promotion de l'utilisation des nouvelles technologies ce qui permettra l'émergence d'une économie numérique prometteuse dans laquelle les start-up auront un rôle pivot », a affirmé le ministre.

Le Premier ministre avait donné des instructions urgentes aux ministères de l'Intérieur et du Travail afin de permettre aux start-up de bénéficier des locaux réalisés par l'Opgi et l'Enpi, a rappelé

le ministre de l'Intérieur, ajoutant qu'un quota de 8 000 locaux sera consacré à ces start-uppers.

M. Dahmoune a fait état aussi d'instructions données aux walis à l'effet de contacter les présidents des assemblées populaires communales (P/APC) pour « consacrer des programmes obligatoires au titre du budget pour l'exercice 2020 pour le financement des projets innovants proposés par des start-up à l'effet de prendre en charge les besoins des citoyens et d'améliorer le service public ».

Pour être en phase avec les avancées que connaît le monde en termes d'écosystème des

start-up et réunir le cadre adéquat pour la créativité et l'adaptation, les services de la wilaya d'Alger ont procédé, en partenariat avec le Groupe Sonatrach, à la création d'un centre technologique. Ce centre se veut « un incubateur d'excellence regroupant l'ensemble des acteurs actant dans le domaine des start-up ».

Par ailleurs, le ministre a mis l'accent sur les recommandations formulées à la fin de la conférence, appelant ses services et les pouvoirs publics et les autorités locales à « les rassembler dans un plan d'action » contenant des mesures à court, moyen et à long

termes susceptibles de concrétiser un partenariat élargi avec tous les intervenants.

Il a appelé aussi à débattre de ce plan d'action au niveau local pour garantir une forte adhésion des acteurs en la matière et ce, par l'organisation des rencontres régionales sur cette question.

A cette occasion, plusieurs conventions ont été signées entre les collectivités locales, des entreprises publiques et des start-up de plusieurs wilayas concernant des projets sur les solutions intelligentes en matière de service public local.

R. S.

Iran

## Un policier tué par des «émeutiers»

Un policier iranien est mort hier après avoir été la cible d'un tir lors des heurts avec des émeutiers à Kermanshah (ouest), au cours des manifestations déclenchées par l'annonce de la hausse du prix de l'essence, a indiqué l'agence de presse Irna.



Le lieutenant Iraj Javaheri est mort dans la nuit des suites de ses blessures après une confrontation avec des assaillants armés, samedi soir, lors des manifestations, a rapporté Irna, citant le chef de la police locale, Ali Akbar Javidan. 40 personnes ont été arrê-

tées dans la ville de Yazd (centre) après des heurts avec la police lors de manifestations contre la hausse du prix de l'essence, avait rapporté plus tôt l'agence Irna. Les personnes interpellées sont des «perturbateurs» accusés d'actes de vandalisme et qui pour la plupart ne sont pas originaires de la localité, a indiqué le procu-

reur de la province, Mohammad Hadadzadeh, cité par Irna. «Après l'annonce de nouveaux prix de l'essence, certaines personnes ont exprimé leur opposition par de calmes rassemblements, mais d'autres qui n'étaient pour la plupart pas originaires de Yazd ont mené des actes de vandalisme malveillants dans cer-

tains secteurs de la ville», a-t-il déclaré. Irna a indiqué que les arrestations avaient eu lieu récemment, sans donner plus de précisions. Des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes d'Iran vendredi après l'annonce surprise par le gouvernement d'une hausse d'au moins 50% du prix de l'essence. Une personne a été tuée et plusieurs autres blessées dans la ville de Sirjan (centre), a indiqué Mohammad Mahmoudabadi, gouverneur par intérim de la ville, sans préciser la cause du décès.

La contestation s'est poursuivie samedi dans plusieurs localités du pays, des manifestants bloquant des routes pour créer des embouteillages, d'autres s'en prenant à des infrastructures publiques.

R. L.

L. R.

Bolivie

## Huit morts lors de manifestations violentes

Au moins huit personnes ont trouvé la mort vendredi lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants à Sacaba, une ville du département bolivien de Cochabamba (centre), ont annoncé les autorités locales.

«Nous avons huit décès confirmés, nous sommes très préoccupés par le nombre de morts», a confié aux médias, Nelson Cox, le médiateur public du département. «Par ailleurs, 132 personnes ont été blessées, selon les enquêtes. Elles ont pour la plupart été blessées par balle».

Les producteurs de feuilles de coca de la région et les partisans de l'ancien président démissionnaire, Evo Morales, ont affronté les autorités lesquelles ont eu recours à la force pour réprimer leur manifestation.

La Bolivie est en proie à des manifestations antigouvernementales depuis que M. Morales a remporté un quatrième mandat présidentiel lors des élections du 20 octobre.

L'opposition a refusé de reconnaître sa victoire, la disant entachée de fraudes électorales. Evo Morales a annoncé sa démission le 10 novembre après que l'armée eut exigé son départ. Il s'est rendu au Mexique, qui lui a offert l'asile politique.

Les partisans de M. Morales s'étaient déjà mobilisés, mardi dernier, dans diverses régions du pays pour exiger la démission de Jeanine Anez, présidente par intérim soutenue par l'opposition, le retour de M. Morales et le respect du Wiphala, le drapeau à damier multicolore des ethnies andines.

K. M.

Liban

## L'ambassade américaine dit soutenir la contestation populaire

L'ambassade américaine au Liban a affirmé samedi soutenir le mouvement de contestation populaire contre le pouvoir accusé de corruption et qui agite le pays depuis un mois.

«Nous soutenons le peuple libanais dans ses manifestations pacifiques et ses démonstrations d'unité nationale», a indiqué l'ambassade sur son compte Twitter.

Le Liban est secoué depuis le 17 octobre par une contestation sans précédent contre l'ensemble de la classe dirigeante, accusée de corruption et d'incompétence dans un contexte de crise économique aiguë.

Ce mouvement populaire a entraîné la démission, le 29 octobre, du Premier ministre Saad Hariri, mais les tractations politiques pour la formation d'un nouveau cabinet n'avancent guère.

Dimanche, des manifestations massives sont prévues dans plusieurs villes du pays pour maintenir la pression sur la classe dirigeante.

Samedi, une initiative baptisée le «bus de la révolution» a sillonné le Liban du nord au sud.

Parti en matinée de la région du Akkar (nord), ce bus, décoré des noms des différents foyers de contestation du pays, est arrivé en début de soirée dans la ville de Saïda (sud).

Cette initiative visait symboliquement, selon des manifestants, à briser les barrières géographiques et confessionnelles entre les Libanais et dépasser le traumatisme collectif de la guerre civile (1975-1990), déclenchée par le mitraillage d'un bus, un acte devenu le symbole du conflit et des divisions intercommunautaires.

F. L.

## Khamenei soutient la décision d'augmenter les prix de l'essence

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a fait part hier de son soutien à l'augmentation des prix de l'essence, une décision surprise du gouvernement qui a déclenché des manifestations dans plusieurs villes du pays.

«Je ne suis pas un expert et il existe des opinions différentes, mais j'ai dit que si les chefs des trois branches prennent une décision, je la soutiens», a déclaré M. Khamenei, cité par la télévision d'Etat. La hausse des prix de l'essence a été décidée vendredi par le Haut conseil de coordination économique composé du président du pays, du président du Parlement et du chef de l'autorité judiciaire.

Irak

## Nouvelle grève générale en soutien au mouvement de contestation

Des milliers d'Irakiens ont envahi hier les rues de Bagdad et de villes du sud de l'Irak, répondant à un appel à une nouvelle grève générale en soutien aux manifestants qui réclament un changement du gouvernement depuis plusieurs semaines.

Ce mouvement de contestation inédit a débuté le 1<sup>er</sup> octobre et a été émaillé de violences qui ont fait au moins 330 morts, en majorité des manifestants. «Nous continuerons notre mouvement et la grève générale avec tous les Irakiens jusqu'à ce que nous poussions le gouvernement à la démission», a déclaré, hier à Bassora (sud), Hassan al-Tufan, avocat et militant, au lendemain d'un appel à la grève lancé par des manifestants sur les réseaux sociaux.

Dans cette ville pétrolière, les manifestants ont coupé des routes en brûlant des pneus, tandis qu'à Hillah, au sud de Bagdad, étudiants et militants se sont rassemblés devant le siège du Conseil provincial. A Kout, Najaf, Diwaniya et Nassiriya (sud), écoles et bureaux du gouvernement sont restés fermés, et les rues étaient peu à peu envahies par la foule.

A Bagdad, des centaines d'étudiants ont raté l'école pour rejoindre la place Tahrir, épice de la contestation. «Pas de politiciens, pas de partis, ceci est un éveil étudiant !», avait écrit l'un d'eux sur une pancarte.

Des manifestants ont installé des tentes sur un segment du pont Senek, face à des policiers antiémeutes placés derrière une

double rangée de murs de béton, protégeant l'accès à l'ambassade d'Irak, selon des médias.

Le gouvernement a proposé ces dernières semaines une liste de réformes, que les manifestants ont jugées insuffisantes.

«Ces réformes ne sont que de l'opium pour le peuple, ni plus ni moins», a lancé un manifestant. Montrant la Zone verte située de l'autre côté du fleuve Tigre et où se dressent le Parlement, le bureau du Premier ministre et d'autres institutions clés du pays, il a insisté sur le souhait des manifestants de voir de «nouveaux visages». «Il y a tant de jeunes gens compétents et brimés en Irak. Et ce sont malheureusement ces gens-là qui nous gouvernent», a-t-il dit.

Bilal L.



Traumatismes crâniens

## Des spécialistes appellent à la prévention et à la vigilance

**Des spécialistes en neurochirurgie ont appelé, samedi à Alger, à la prévention contre les différents traumatismes graves dus à des accidents pouvant causer une paralysie partielle ou totale, ou un handicap à vie, dont la prise en charge est très coûteuse pour l'Etat et la société.**



Lors de la journée de formation "Djilali Rahmouni", le secrétaire général de la société algérienne de neurochirurgie, Pr. Lakhdar Guenane a insisté sur la prévention contre tout type de traumatisme pouvant endommager le système nerveux dont les accidents de la route et accidents domestiques, outre ceux auxquels les sportifs et les estivants sont exposés.

Le spécialiste a qualifié les traumatismes du système nerveux dus aux accidents "de graves et très coûteux pour le trésor public et la société en général", car la personne atteinte d'une paralysie partielle

ou totale suite à un traumatisme passera toute sa vie sur un fauteuil roulant, sans oublier son hospitalisation pour trois ans au moins, la durée de sa rééducation fonctionnelle et les souffrances endurées au lit (escarres).

L'établissement hospitalier spécialisé des urgences médico-chirurgicales Salim Zmirli d'El-Harrach (Alger) enregistre quotidiennement plus de 80 cas de traumatisme crânien dus aux accidents de la route ou du travail, dont certains nécessitent une longue hospitalisation et d'autres des interventions chirurgicales urgentes. Il a annoncé par ailleurs l'ouverture d'un

nouveau service de neurochirurgie à l'hôpital de Thenia (ouest d'Alger), pour désengorger les hôpitaux du centre, notamment de Zmirli qui souffre d'une grande pression.

La présidente de la société algérienne de neurochirurgie, Pr Souad Bakhti a insisté sur la nécessité de former des médecins généralistes et des pédiatres au dépistage précoce des lésions du système nerveux chez les adultes et les enfants pour mieux orienter les patients vers les spécialistes et s'enquérir des nouveautés survenues de par le monde. La neurochirurgie implique la participation de toutes les

spécialités concernées pour une meilleure prise en charge du malade, a-t-elle soutenu, soulignant la couverture de cette spécialité dans les différentes régions du pays, à travers 19 services dont 16 qui forment des médecins résidents dans le secteur public civil et trois autres dans le secteur militaire. Concernant la disponibilité des moyens pour la prise en charge des patients dans cette spécialité, Pr Bakhti s'est dite satisfaite de la dotation de tous les services de médecins spécialistes et des moyens nécessaires, en dépit de certaines lacunes surmontables avec le temps.

N. R.

Ouargla

## Des interventions chirurgicales par endoscopie au profit des patients

Des interventions chirurgicales par endoscopie au profit des malades manifestant des complications de la vésicule biliaire, ainsi qu'en gynécologie ont été lancées samedi au niveau de l'établissement public hospitalier "EPH-Défunt Moudjahid Hocine Aït Ahmed" de la ville de Hassi-Messaoud, (80 km Est d'Ouargla), a-t-on appris des responsables de cet établissement hospitalier.

Menées dans le cadre des secondes journées médico-chirurgicales, ces interventions ont été opérées suite à la mise en service aujourd'hui de l'appareil d'endoscopie et d'autres équipements médicaux modernes au niveau de cette structure dans le but d'une meilleure prise en charge médicale des malades au niveau local, a précisé le directeur de l'EPH, Farid Neggaz. Pas moins de 40 interventions sont programmées, une

semaine durant (16-22 novembre), par endoscopie de la cholécystectomie ou ablation de la vésicule biliaire au profit des malades et d'autres pathologies gynéco-obstétriques, sous la supervision du Pr. Zakaria Messaoudi, chirurgien généraliste au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Kouba, Alger, assisté par un staff médical et paramédical local. A ces interventions viennent se greffer également la programmation, au titre du jumelage inter-hôpitaux du Sud et Nord du pays, de plus 500 consultations médicales spécialisées à assurer par un corps médical du CHU-Kouba, composé des praticiens spécialistes en cardiologie, endocrinologie, ORL et échographie et scanner, au profit des malades inscrits préalablement au niveau de l'EPH de Hassi-Messaoud, a ajouté M. Neggaz.

Selon le même responsable, ces journées médico-chirurgicales devront

permettre aux personnels médical et paramédical, praticiens, sages-femmes et paramédicaux, exerçant à l'EPH de Hassi-Messaoud de s'initier aux techniques de réanimation des nouveau-nés sous la conduite de pédiatres du CHU de Kouba.

Le programme de cette initiative prévoit également l'animation d'une journée d'étude et de formation au profit du corps médical et paramédical, des deux secteurs public et privé, leur permettant d'approfondir leurs connaissances médicales sur les nouveautés que connaît la médecine.

Pas moins de 500 consultations spécialisées et 26 interventions en chirurgie générale avaient été opérées au profit des malades de la région durant la première édition des journées médico-chirurgicales initiées au mois de mars dernier, a rappelé le directeur de l'EPH de Hassi-Messaoud.

R. S.

Congrès national de la Société de Pédiatrie de l'Ouest

## Participation de 400 médecins

Près de 400 participants prendront part au 16ème congrès national de la Société de Pédiatrie de l'Ouest (SPO), prévu à Oran Les 21 et 22 novembre courant, a-t-on appris samedi des organisateurs. Cette rencontre regroupera non seulement les pédiatres mais les résidents de la spécialité, les médecins généralistes ainsi qu'au personnel paramédical afin de leur permettre de débattre les dernières connaissances et nouveautés dans le domaine", a précisé la même source.

"Cette manifestation scientifique qui s'inscrit entre autres dans le cadre de la formation continue, sera également une opportunité pour le personnel de la corporation de se rencontrer et de partager les expériences", a-t-on noté.

Plusieurs experts étrangers, français, tunisiens et marocains animeront des conférences dans le cadre de la formation des pédiatres, médecins généralistes et même les paramédicaux dans le but d'approfondir leurs connaissances en la matière, a-t-on encore ajouté.

Un riche programme a été élaboré pour cet événement, dont des conférences traitant les divers aspects de la prise en charge des maladies liées à la spécialité. Il sera question de parler d'Asthme, de vaccination, de carences en vitamines et de diabète chez l'enfant, entre autres.

D'autres conférences sont au programme de cette manifestation de deux jours, à l'instar du "Diagnostic des maladies métaboliques néonatales", "comment évaluer les troubles fonctionnels digestifs chez l'enfant" et "la prise en charge de l'épilepsie chez l'enfant".

Aussi, plusieurs ateliers seront organisés, lors de cette manifestation scientifique, abordant, entre autres, la nutrition, l'Asthme infantile, l'Obésité et les troubles de l'Oralité.

S. T.

Oran

## Ouverture de la 9<sup>ème</sup> rencontre internationale de toxicologie

La 9ème rencontre internationale de toxicologie, organisée sous le thème : "Les pesticides: risques sanitaires et environnementaux", s'est ouverte samedi à Oran avec la participation de spécialistes algériens et étrangers. Organisée par la Société algérienne de toxicologie (SAFOX) en collaboration avec le Laboratoire de recherche en santé et environnement de l'Université Oran 1, la rencontre regroupe des médecins spécialistes en toxicologie et en réanimation ainsi que des agronomes autour de thématiques abordant les pesticides. Les conférences et ateliers de cette rencontre s'articulent sur trois axes, à savoir les intoxications aiguës aux pesticides, les résidus des pesticides (dans les fruits et légumes, et l'eau), les aspects réglementaires et expositions professionnels, ainsi que les risques éco-toxicologiques des pesticides.

La rencontre vise notamment à décortiquer la prise en charge des intoxications aiguës dues aux pesticides, par des urgentistes, spécialistes en réanimation et toxicologues analystes, a souligné la présidente de la 9ème édition, Pr Rezkallah Hassiba.

Il s'agit également d'aborder la question de l'utilisation des pesticides en agriculture. A ce sujet, Pr Rezkallah fait remarquer que des agriculteurs ne respectent pas parfois les doses et les délais avant la récolte, ce qui laisse des résidus de pesticides sur les produits agricoles.

Pour sa part, Pr. Alamir Berkahoum, présidente de la SAFOX a souligné que sa société réunit des scientifiques pour présenter des travaux et des recherches, afin d'avoir une visibilité sur la situation de l'utilisation des pesticides et ses effets sur la santé, de la prise en charge des intoxications aiguës dues aux pesticides et de la préventions sur les résidus des pesticides dans les produits agricoles.

Les travaux de cette rencontre se poursuivent jusqu'au 18 novembre en cours, avec un riche programme comportant des conférences, des ateliers et une exposition de posters sur différentes thématiques en rapport avec les pesticides.

D. K.



Direction des forêts de la wilaya d'Alger

# Les incendies de cet été, signe du recul du niveau de conscience citoyenne

**Le directeur des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger, Nouredine Baaziz a estimé, samedi à Alger, que les incendies survenus cet été étaient un "signe alarmant" du recul du niveau de conscience et du sens de responsabilité citoyenne à l'égard de la flore.**



**S**upervisant le lancement de la 4e édition du programme "mon environnement est vert" (2019-2020) à la forêt de Sidi Fredj (Staoueli), M. Baaziz a précisé que plusieurs interventions ont été enregistrées cet été, à savoir 80 foyers d'incendies, estimant que "c'est un signe alarmant" du recul du niveau de la conscience et du sens de responsabilité citoyenne.

M. Baaziz a rappelé que "le foyer d'incendie le plus important a été enregistré à la forêt de Bainem

et a dévasté plus de 25 hectares", avant d'imputer l'importance de cet incendie aux reliefs de la région et aux nombreux points isolés et difficile d'accès, outre l'affluence importante enregistrée au niveau de cette forêt.

Rappelant dans ce contexte, les interventions enregistrées durant la saison estivale (01 juin-31 octobre), M. Baaziz a insisté sur "l'importance" des campagnes de sensibilisation dédiées à toutes les franges, relevant plusieurs infractions survenues au niveau

des forêts de la capitale qui sont plus prisées par rapport à celles se trouvant dans d'autres wilayas.

Il a appelé, dans ce cadre, les associations activant dans le domaine de l'environnement et la protection de la ceinture verte à "faire des initiatives" pour appuyer le programme tracé par la direction qui œuvre tout au long de l'année selon un agenda officiel, à savoir les journées nationales et internationales déclinées.

Saisissant l'occasion de sa rencontre avec les représentants

de la société civile dans la forêt de Sidi Fredj, M. Baaziz a appelé les citoyens à "se rapprocher" des services de la DGF en vue de demander des arbustes aux fins d'implantation soit dans les espaces communs entre les immeubles ou voire même dans leur jardins, à conditions de se conformer aux orientations des services techniques.

M. Baaziz a également entendu, à cette occasion, les propositions de certains jeunes acteurs dans les associations, consistant à "obliger les communes au suivi et à l'entretien des arbres plantés récemment", et ce en vue de "valoriser" les campagnes de reboisement organisées de façon périodique dans le cadre du programme "Mon environnement est vert".

Lancé officiellement en octobre dernier, le programme "Mon environnement est vert 4" se poursuivra jusqu'en avril 2020 et englobe plusieurs activités, des campagnes de reboisement, un intérêt aux zones humides, ainsi qu'une consolidation de la communication avec les citoyens en vue de mettre un terme au jet anarchique des déchets dans les forêts et montagnes.

Abordant la protection des forêts de la capitale, M. Baaziz a indiqué que son administration "a

soumis plusieurs dossiers à la Justice en vue de poursuivre leurs auteurs, qu'ils soient des individus ou entreprises s'étant livrés à l'abattage ou à la réalisation de travaux de construction". A rappeler que les services de la wilaya d'Alger ont mis en place, à l'occasion du lancement de la campagne de reboisement (du 25 octobre 2019 au 21 mars 2020), un programme de plantation de 300.000 arbustes, dans le plan annuel de reboisement, avait affirmé la chargée de l'Information à la Direction des forêts et de la ceinture verte, Imane Saidi.

G. F.

Jijel

## Une production prévisionnelle "record" de l'huile d'olive

Une production prévisionnelle de onze (11) millions de litres de l'huile d'olive sera réalisée dans la wilaya de Jijel à l'issue de la cueillette de la saison agricole 2019-2020, contre une production de six (6) millions de litres réalisée lors de la saison précédente, a annoncé samedi à l'APS, le secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya, Yacine Zedame.

Cette augmentation qui représente "un saut qualitatif", est le fruit des conditions climatiques "favorables", en sus du renforcement du secteur par l'acquisition de plusieurs huileries modernes ayant permis de réceptionner la totalité de la récolte, ce qui a encouragé les producteurs à fournir plus d'efforts, a souligné le même responsable.

L'entrée en service du premier pressoir moderne non polluant a permis d'obtenir un produit conforme aux normes internationales, a indiqué de son côté, l'investisseur, Mohamed Benseghir.

Ce pressoir est doté des dernières technologies qui préservent la valeur nutritionnelle de l'huile pressée et consomment moins d'eau, soit une quantité qui ne dépasse pas 1% par rapport aux autres huileries.

La filière oléicole représente 45 % de la superficie agricole globale et 65% du total des arbres fruitiers dans la wilaya de Jijel, a-t-on précisé, soulignant que la rentabilité de la production d'olives dans cette région est estimée à 35 quintaux par hectare, dont 18 à 24 litres d'huile sont extraits par quintal.

D. K.

Tizi-Ouzou

## Des stocks de sécurité en gaz butane pour trois communes

**L**es communes de Yatafene et Iboudrarenne à l'extrême sud de Tizi-Ouzou et Mkira (extrême sud-est), classées à risque d'enclavement, seront dotées de stocks de sécurité en gaz butane, a-t-on appris samedi auprès du district de Gaz de pétrole liquéfié (GPL) de Naftal.

Ces trois localités recensées comme à "fort risque d'isolement" seront dotées d'un stock de sécurité allant de 200 à 400 bouteilles de gaz butane (B13), pour faire face à d'éventuelles situations d'urgence durant cet hiver, a décidé la direction du district GPL

de Tizi-Ouzou dans son plan d'action pour la campagne hivernale 2019/2020. Au titre de ce même plan d'action, dont une copie a été remise à l'APS, le district GPL a procédé au renforcement du stock de la wilaya par 7 000 bonbonnes de gaz butane, neuves auxquelles s'ajouteront 2 000 autres bouteilles B13 réparées et en plus de l'acquisition de 3.000 robinets neufs.

Le centres enfûteurs de Oued Aissi (Tizi-Ouzou), le micro-centre de Fréha, et les dépôts relais de Tizgirt, Ouadhias et Ain El Hammam assurent la production et la mise sur le marché de 24 000

bouteilles de gaz butane/jour. La mise en exploitations du micro-centre de Ouadhias permet de produire quotidiennement 1 000 bonbonne supplémentaires, a-t-on ajouté.

La capacité de conditionnement de gaz butane de la wilaya est de 31 000 bouteilles B13/jour. A cela s'ajoute une capacité de production de 400 bouteilles de propane (P35)/jour. La capacité de stockage du gaz butane est de 1 672 tonnes au niveau des centres de Oued Aissi, Fréha et Ouadhias en plus de 28 408 Bouteille B13 aux dépôts relais de Tizgirt,

Ouadhias et Ain El Hammam. Pour le propane la capacité de stockage est de 150 tonnes, a-t-on relevé.

Cette production et son acheminement sont assurés par 39 agents de production, 27 chauffeurs et 17 convoyeurs pour toute la wilaya, a-t-on précisé en observant qu'avec le raccordement de la wilaya au réseau de gaz naturel et qui atteint un taux de 86,4% représentant 304 649 foyers, la pression sur la bouteille de gaz butane a sensiblement baissé ces dernières années.

K. M.

Mostaganem

## Une production de 2 millions de quintaux de légumes d'arrière-saison prévue

**U**ne production de 2 millions de quintaux de légumes d'arrière-saison est prévue de Mostaganem dans les prochaines semaines, a-t-on appris samedi de la direction des services agricoles (DSA).

Le chef de service organisation de la production et appui technique à la DSA, Aouicha Bouras a indiqué, à l'APS, qu'une campagne de cueillette lancée dernièrement cible 11 variétés de légumes sur 16 plantés, soit une production de 1.867.064 quintaux (qx). Jusqu'à la première semaine du mois de novembre en cours, une

cueillette de 267.720 qx de différents maraichers a été enregistrée, dont la courgette, le chou-fleur, la tomate et la pomme de terre sur une superficie totale de 956 hectares sur un total de 7.988 ha. La récolte d'oignons verts, d'haricots, de pois, de betteraves et d'artichauts sera lancée dans les prochaines semaines avec une prévision totale de 80 000 qx, a fait savoir Mme Bouras. Ainsi, il est prévu la cueillette de 927.000 qx de pomme de terre (50 pour cent), de 262.000 qx de tomates (14 pc), de 192.000 qx de choux (10 pc), 156.000 qx de courgettes

(8 pc) et de 152.000 qx de chou fleur (8 pc). La quantité restante estimée à 178.000 qx concerne la carotte, le navet, l'artichaut, l'aubergine, le haricot, l'oignon vert, la betterave, la laitue, la patate douce et les pois.

Ces quantités s'ajoutent aux récoltes de saison de la filière maraichers (2018-2019) dominant lieu, à la production de 7,3 millions qx dont 4,1 millions qx de pomme de terre, en plus de la tomate, de la pastèque, de l'oignon vert et sec, a-t-on ajouté.

R. M.



# CONFLITS ►►

Syrie

## Les Etats-Unis «s'efforcent de faire obstacle» aux négociations

Les Etats-Unis «s'efforcent de faire obstacle» aux négociations entre le gouvernement syrien et les Kurdes, a affirmé le président syrien, Bachar Al-Assad.



«**J'** affirme que la plupart des Kurdes sont des patriotes qui soutiennent leur pays et le peuple syrien comme tout autre groupe. Mais certains de ces groupes, qu'ils soient Kurdes, arabes ou peut-être autres, agissent conformément aux instructions des Américains, mais le dialogue avec eux ne s'arrête pas», a affirmé Bachar el-Assad dans une interview à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision Rossiya 24.

«A présent, et après que l'armée syrienne est revenue, nous établissons un dialogue pour les convaincre que la stabilité sera instaurée quand nous respecterons tous la Constitution syrienne, car cette Constitution exprime la volonté du peuple», a-t-il poursuivi.

«Il y aura la stabilité quand l'armée syrienne reprendra le contrôle, et que les institutions de l'Etat syrien seront aussi de retour, ces institutions qui agissent dans le cadre de la Constitution et expriment la volonté du peuple», a indiqué le président syrien.

Selon lui, «il y a des obstacles qui empêchent les progrès dans cette direction, notamment la pression exercée par les Etats-Unis sur des groupes armés en Syrie».

«Il y a eu récemment des progrès dans cette direction après l'invasion turque. La Russie y joue un rôle important, un rôle fondé sur les mêmes principes que je viens de mentionner. Parfois nous progressons, et parfois nous faisons un pas en arrière pour diverses raisons, parmi lesquelles la pression des Etats-Unis sur les groupes armés en Syrie, pour qu'ils adoptent une attitude négative vis-à-vis du gouvernement syrien», a-t-il détaillé.

Le président syrien a encore indiqué que Damas était maintenant «plus optimiste à cet égard, parce qu'après neuf ans de guerre la plupart des gens avaient pris conscience de l'importance de s'unir avec le gouvernement en dépit des différends politiques».

«Si vous n'êtes pas d'accord avec le gouvernement ou le parti au pouvoir, c'est une autre question. Mais partout dans le monde, c'est l'Etat qui prend soin de tous, et je pense que nous allons dans cette direction», a ajouté M. al Assad.

«Il y a des problèmes seulement avec une partie des Kurdes, je souligne une fois de plus que la plupart des Kurdes vivent en Syrie depuis des décennies sans problème. Il y a des groupes radicaux au sens politique, ce sont eux qui avan-

cent les idées sécessionnistes». «Certaines des idées sont liées à la fédéralisation et à l'autonomie kurde. Comme je viens de le dire, cette région est arabe. Et si quelqu'un a le droit de parler de fédéralisation eh! bien ce sont les arabes, parce qu'ils y sont majoritaires. Ce serait évident dans ce cas-là», a-t-il précisé.

Le chef d'Etat syrien a également apporté des éclaircissements sur certaines notions liées aux Kurdes, affirmant que ce terme était mal employé. Selon lui, il est utilisé par les Occidentaux pour donner l'impression que les forces sur le terrain sont kurdes et que cette région est une zone kurde.

«Tout d'abord, je tiens à préciser que cette région située dans le nord et le nord-est de la Syrie est une région en majorité arabe. Plus de 70% de la population y est arabe, et non le contraire. Et même les groupes qui y combattent sont composés de Kurdes et d'autres nationalités». «Mais les Américains ont soutenu les unités kurdes et leur ont donné le commandement pour donner l'impression que ces zones sont kurdes, et afin de créer un conflit entre les Kurdes et les autres groupes en Syrie», a fait savoir M. al Assad.

Il a, en outre, souligné que les Etats-Unis «ne peuvent pas

penser qu'ils vivront et se sentiront à l'aise dans n'importe quelle région qu'ils occupent». Selon lui, «tout comme en Irak, le séjour des militaires américains en Syrie peut conduire à une résistance armée populaire». Pour lui, «la solution prioritaire et la plus pacifique consiste à unir les Syriens autour des principes et des concepts patriotiques». «A ce moment-là, les Américains partiront et ne pourront pas rester ici ni pour le pétrole, ni pour quelque chose d'autre», a-t-il déclaré. En outre, il a, par ailleurs, écarté la possibilité d'un affrontement entre forces américaines et russes, car a-t-il dit, «ce n'est évidemment ni dans notre intérêt, ni dans celui de la Russie, ni dans l'intérêt de la stabilité du monde, et c'est dangereux». Dans la même interview, M. al Assad a comparé les Etats-Unis à «un régime nazi cherchant à s'emparer du pétrole». Selon lui, «ils peuvent être considérés comme des bandits» parce qu'ils «volent le pétrole». La semaine dernière, M. Trump a déclaré qu'un «petit nombre» de soldats américains resteraient néanmoins en Syrie pour sécuriser les champs d'hydrocarbures. La Russie a réagi samedi en accusant les Etats-Unis de «banditisme international».

R. I.

Yémen

## Sept rebelles houthis tués par les forces progouvernementales

Les forces yéménites progouvernementales ont réussi à faire échouer une tentative d'infiltration des rebelles Houthis dans la ville portuaire de Hodeida, sur la mer Rouge, faisant sept morts chez les rebelles, a déclaré un responsable militaire à Xinhua.

Les forces conjointes progouvernementales ont affronté un groupe de rebelles Houthis qui tentaient de s'infiltrer sur les sites militaires du district de Tuhyata dans la province de Hodeida, a précisé la source militaire locale sous couvert de l'anonymat, ajoutant que l'opération militaire houthie a échoué grâce aux forces progouvernementales qui ont repoussé les rebelles après de brefs affrontements, faisant sept morts parmi les rebelles dans la zone.

La source militaire a également confirmé que les forces conjointes progouvernementales stationnées à Hodeida étaient toujours engagées en faveur du cessez-le-feu négocié par les Nations unies malgré les attaques répétées des Houthis.

Les rebelles houthis contrôlent une grande partie de Hodeida, tandis que les troupes gouvernementales soutenues ont avancé dans les districts du sud-est.

Le Yémen est plongé dans une guerre civile depuis que les rebelles houthis se sont emparés de toutes les provinces du Nord, y compris la capitale Sanaa, en 2014.

L'Arabie Saoudite dirige une coalition militaire arabe qui est intervenue dans le conflit au Yémen en 2015 pour soutenir le gouvernement du président Abdrabbo Mansour Hadi après que les rebelles houthis l'ont forcé à l'exil. Le conflit militaire prolongé a aggravé les souffrances des Yéménites et la pire crise humanitaire que connaît le monde.

S. K.

Afghanistan

## L'échange d'otages contre des prisonniers taliban «retardé»

La libération des deux otages étrangers, l'américain, Kevin King et l'australien, Timothy Weeks, contre trois prisonniers taliban, annoncé mardi par le président afghan, Ashraf Ghani, a pris du «retard» en raison du non-respect des conditions par les insurgés, a indiqué samedi un porte-parole de la présidence.

Sur son compte Twitter, le porte-parole du président, Sediq Sediqqi, a expliqué que le retard de cet échange est dû à l'incapacité des taliban à remplir certaines conditions. «Anas Haqqani, Mali Khan et Hafiz Rashid, tous trois membres du réseau Haqqani, sont toujours détenus par les autorités afghanes», a-t-il précisé.

«Le gouvernement afghan va passer en revue le processus d'échange à la lumière des intérêts nationaux de l'Afghanistan», a ajouté M. Sediqqi.

Le président Ghani avait annoncé mardi la libération «conditionnelle» de trois prisonniers talibans afin de permettre celle du professeur américain Kevin King et de son confrère australien Timothy Weeks, enlevés en août 2016 à Kaboul. M. Ghani avait souligné que leur libération était une décision «très difficile», mais aussi la «condition principale pour démarrer des négociations officielles» en vue de mettre fin au conflit qui ravage le pays depuis 18 ans. Les taliban ont jusqu'ici rejeté toute offre de pourparlers avec les autorités afghanes, qu'ils considèrent comme illégitimes.

K. L.

## Neuf civils tués dans des frappes aériennes sur Idleb

Neuf civils ont été tués, hier, dans des raids aériens sur la province d'Idleb (nord-ouest) où opèrent des groupes terroristes, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Les frappes aériennes ont fait cinq morts dans le village d'Al-Malaja, situé dans le sud d'Idleb, selon l'Osdh, tandis

que quatre civils ont péri dans des raids près de Saraqeb, dans l'est de la province.

Certains des blessés se trouvent «dans un état grave», d'après le directeur de l'ONG, Rami Abdel Rahmane, qui n'était pas en mesure de donner dans l'immédiat un bilan global des blessés.

La région d'Idleb est dominée par les terroristes du groupe Hayat Tahrir al-

Cham (HTS), l'ex-branche d'Al Qaïda en Syrie. Cette région, et des secteurs adjacents des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié, échappe toujours dans sa vaste majorité au contrôle du gouvernement syrien. Ces zones abritent aussi plusieurs autres groupuscules terroristes ainsi que des rebelles.

R. K.



RDC

# L'armée "avance sur plusieurs axes" pour neutraliser les groupes armés

L'armée de la République Démocratique du Congo (RDC) a affirmé, samedi, "avancer sur plusieurs axes" pour neutraliser les ADF, un groupe armé ougandais, dont des présumés combattants ont "organisé des représailles criminelles" contre la population et tué au moins 14 civils dans la nuit de vendredi à samedi dans la région de Beni, à l'est de la RDC.



"L'ennemi (ADF) est en difficulté en profondeur et essaie d'organiser les représailles criminelles sur la population pour nous salir et nous désolidariser de cette population (...) Il multiplie les incursions criminelles qui est une vieille stratégie que nous connaissons tous pour essayer de désorienter l'armée en même temps", a affirmé en conférence de presse Mak Hazukay, porte-parole de l'ar-

mée de la région de Beni, au Nord-Kivu.

Il a condamné par ailleurs les incursions des groupes armés locaux maïmaï qui, a-t-il dit, "servent de béquilles" à l'ennemi ADF.

"Ca se passe très bien du côté du Nord mais malheureusement il y a des jeunes gens maïmaï qui nous gênent ( ) Ils ont troublé notre tactique du côté de Mabasele et sont en train de servir, comme nous l'avons toujours dit, des béquilles aux ADF dans la par-

tie Oicha", a souligné M. Hazukay, en révélant que les Forces armées de la RDC "avancent sur trois axes au même moment".

"Nous allons actionner le quatrième axe qui est celui de l'Ituri parce qu'il faudra qu'on avance tous ensemble pour savoir ce qui se passe dans le triangle de la mort. Aujourd'hui nous avons le contrôle total de la vallée de Mwalika, toutes les positions de l'ennemi sont conquises", a-t-il dit.

Repliés dans la jungle du

parc national des Virunga, dans l'est de la RDC, les ADF ont mené au moins quatre attaques contre des civils depuis l'annonce, le 30 octobre, d'une offensive de l'armée congolaise contre leur base et au cours de laquelle 25 miliciens ont été neutralisés. L'armée congolaise a lancé ses opérations sans la force de la mission de l'ONU en RDC (Monusco), qui dispose dans la région d'une brigade d'intervention.

K. M.

Afrique du Sud

## Arrestation de demandeurs d'asile pour avoir pris d'assaut les locaux du HCR

Plus de 180 ressortissants étrangers ont été arrêtés pour avoir pris d'assaut les bureaux du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) à Pretoria, afin d'obtenir leur transfèrement vers un autre pays, a indiqué, samedi, la police sud-africaine.

"Cent quatre-vingt-deux hommes et une femme ont été arrêtés par la police et placés dans différents commissariats", a annoncé samedi Mathapelo Peters, porte-parole de la police provinciale.

Ils sont détenus pour violation de propriété et devraient comparaître lundi devant un tribunal de Pretoria, a-t-elle ajouté.

Depuis le 8 octobre, des étrangers occupaient les trottoirs devant les bureaux du HCR pour demander l'aide de l'agence afin de quitter l'Afrique du Sud, où ils ne sentent pas en sécurité, après une nouvelle vague de violences xénophobes qui a fait au moins 12 morts en septembre.

La police a utilisé des canons à eau pour disperser les manifestants, qui ont riposté avec des pierres. Le lieu du sit-in a été ensuite nettoyé et des centaines de femmes et d'enfants ont été transportés en bus jusqu'à un centre de rapatriement situé à la périphérie de Johannesburg pour y être "hébergés temporairement", a déclaré Mathapelo Peters.

Principalement originaires d'autres pays africains, les étrangers en Afrique du Sud disent en avoir assez des mauvais traitements et discriminations et veulent être transférés dans un autre pays.

L'Afrique du Sud abrite 268.000 réfugiés et demandeurs d'asile, selon le gouvernement. Ils sont principalement originaires de Somalie, Ethiopie, Zimbabwe et République démocratique du Congo.

R. K.

Formation d'un gouvernement en Tunisie

## Ennahda appelle les forces politiques et sociales à entamer des négociations

Le mouvement tunisien Ennahdha a réaffirmé l'indépendance du chef du gouvernement désigné Habib Jomli, sa compétence et expérience dans les domaines économique et financier en général et dans les affaires agricoles en particulier et appelé les forces politiques et sociales à entamer des négociations sur la formation d'un gouvernement.

Il a estimé qu'il est "une figure reconnue pour son intégrité et son enthousiasme au service de l'Etat, la lutte contre la corruption et l'aspiration à créer un changement positif dans la vie des Tunisiennes et des Tunisiens".

Dans une déclaration publiée samedi soir au terme d'une réunion extraordinaire de son bureau politique, Ennahdha a appelé toutes les forces politiques et sociales à engager des négociations pour former un gouvernement sur la base d'un "programme global mobilisant toutes les capacités matérielles et morales du pays pour relever les défis économiques et sociaux".

Le parti a mis l'accent sur la participation de femmes et de jeunes au prochain gouvernement "conformément aux dispositions de la Constitution et par reconnaissance du statut de ces groupes dans la nouvelle Tunisie".

Le président tunisien Kaïs Saïed a chargé vendredi Habib Jomli de former le nouveau gouvernement, sur proposition du mouvement Ennahdha qui avait remporté les élections législatives du 6 octobre.

G. T.

Grève à South African Airways

## La compagnie ouvre des négociations avec les syndicats

La compagnie aérienne South African Airways (SAA) a entamé samedi des négociations avec les syndicats, au deuxième jour d'une grève du personnel navigant et technique qui a cloué ses avions au sol.

Selon les syndicats, plus de 3.000 des 5.000 employés de la compagnie, personnel au sol et en cabine, participent à la grève, pour obtenir des augmentations de salaires et la fin d'un plan de restructuration qui pourrait entraîner la perte de centaines d'emplois.

Vendredi et samedi, SAA a annulé plus de 300 vols, sur des liaisons aussi bien intérieures qu'internationales.

La compagnie a annoncé samedi que les syndicats avaient accepté de s'asseoir à la table des négociations.

Mais en fin de journée, le porte-parole

de SAA, Tlali Tlali a indiqué à la presse "qu'aucun accord n'a été encore trouvé", ajoutant qu'une nouvelle rencontre aura lieu "pour poursuivre les négociations".

"Il est dans l'intérêt public que ce différend soit résolu", a déclaré samedi le responsable des ressources humaines de la SAA, Martin Kemp, dans un communiqué saluant "la volonté des syndicats de trouver une solution".

"Nous nous concentrons pour trouver une solution qui permette de satisfaire les demandes des employés, de sauver l'entreprise et de reprendre le cours normal des opérations", a-t-il ajouté.

Les syndicats de la SAA demandent une augmentation des salaires de 8% et une garantie d'emploi de trois ans, tandis que la compagnie propose une augmentation de 5,9%.

La South African Airways est l'une des principales compagnies aériennes africaines avec une flotte de plus de 50 avions. Mais, malgré des prêts gouvernementaux, elle n'a réalisé aucun profit depuis 2011 et accumule les dettes.

South African Airways a prévenu qu'une poursuite de la grève pourrait lui être fatale.

Son porte-parole Tlali Tlali a déclaré à la presse que la compagnie perdait 3,2 millions d'euros par jour en raison des annulations de vols.

La compagnie aérienne a proposé aux passagers dont les vols sont annulés de s'enregistrer sur d'autres vols ou auprès de compagnies aériennes affiliées. Elle prévoit de reprendre dimanche les vols internationaux et mardi les vols intérieurs.

T. M.



# Les Rajapaksa reviennent à la tête du Sri Lanka

**Après cinq ans dans l'opposition, le puissant et redouté clan des Rajapaksa est revenu hier à la tête du Sri Lanka, avec l'élection de Gotabaya Rajapaksa, surnommé «Terminator», à la présidence de l'île d'Asie du Sud.**

**S**ept mois après les attentats jihadistes de Pâques qui ont meurtri le pays, le Sri Lanka renoue donc avec cette famille qui l'a gouverné d'une main de fer de 2005 à 2015 sous la présidence de Mahinda Rajapaksa, grand frère charismatique et controversé de Gotabaya, et avait réussi à mettre fin à la guerre civile au prix d'un gigantesque bain de sang.

Avant même la proclamation dimanche des résultats définitifs du vote de la veille, Gotabaya Rajapaksa, 70 ans, a revendiqué la victoire à l'élection présidentielle. Son principal adversaire a également reconnu sa défaite.

«Nous avons eu entre 53 et 54%» des voix, a déclaré à l'AFP Keheliya Rambukwella, porte-parole de Gotabaya. Les premiers résultats officiels montraient effectivement l'ex-militaire, bourreau de la guérilla tamoule, s'acheminer vers la majorité des voix.

«C'est une victoire nette. Nous l'avions envisagée. Nous sommes très heureux que Gota soit notre prochain président», a ajouté son porte-parole, indiquant que le candidat devrait prêter serment lundi ou mardi.

Sur près de six millions de bulletins dépouillés, l'ancien lieutenant-colonel obtenait 49,6% des voix. Les observateurs s'attendent à ce que les résultats des zones cinghalaises, la majorité ethnique du pays qui forme la base électorale des Rajapaksa, lui fassent franchir la barre des 50%.

Son rival Sajith Premadasa, le candidat du parti au pouvoir, était derrière avec 44,4% des voix, selon ces résultats provisoires.

Gotabaya Rajapaksa a mené une campagne nationaliste et axée sur la sécurité à la suite des attentats jihadistes qui ont fait 269 morts le 21 avril. Des kamikazes s'étaient fait exploser dans des hôtels de luxe et des églises chrétiennes en pleine messe.

L'élection présidentielle de samedi a été l'un des votes des plus pacifiques au Sri Lanka, historiquement habitué aux scrutins



meurtriers.

Toutefois, des hommes armés ont ouvert le feu sur un convoi de bus d'élections musulmans, une attaque qui n'a pas fait de victimes, a indiqué la police.

#### Camionnettes blanches

Le nouveau président, Gotabaya Rajapaksa, était l'une des clés de voûte du régime de son frère Mahinda, battu en 2015 par une coalition d'opposants et empêché par la Constitution actuelle de se représenter.

En tant que plus haut responsable du ministère de la Défense à l'époque, il commandait de fait les armées sri-lankaises au moment de l'écrasement de la rébellion

séparatiste tamoule en 2009. 40 000 civils tamouls ont péri au cours de cette ultime offensive, selon les défenseurs des droits humains qui accusent les Rajapaksa de crimes de guerre.

Ce carnage avait sonné la fin de 37 ans de guerre civile et vaut aux Rajapaksa d'être adulés au sein de la majorité ethnique cinghalaise, mais détestés et craints par la minorité tamoule qui constitue 15% des 21,6 millions de Sri-Lankais.

Gotabaya Rajapaksa est aussi accusé - ce qu'il nie - d'avoir dirigé sous la présidence de son frère des «escadrons de la mort» qui ont enlevé à bord de camionnettes blanches des dizaines de Tamouls, d'opposants politiques ou de journalistes. Certains de leurs

corps ont été ensuite jetés sur la route, d'autres n'ont jamais été retrouvés.

Un célèbre journaliste a été assassiné en 2009 après la publication d'un article accusant Gotabaya de corruption dans le cadre d'un contrat d'armement avec l'Ukraine.

Un retour au pouvoir des Rajapaksa préoccupe l'Inde voisine et les Occidentaux en raison de la proximité du clan avec la Chine.

Pékin a prêté des milliards de dollars au Sri Lanka pendant les deux mandats de Mahinda Rajapaksa pour de grands projets d'infrastructures, une dette colossale qui place ce pays stratégique de l'océan Indien dans une situation de dépendance vis-à-vis de la Chine. **AFP**

## Les 30 jours qui ont secoué 30 ans de «succès» chilien

**E**n 30 jours, le mouvement social au Chili, sans leader et marqué par des scènes de violences inédites, a remis en cause le «succès» du modèle économique du pays et acculé le pouvoir à des concessions jamais observées en 30 ans.

«Les citoyens nous ont réveillés et ce sont eux qui vont décider», a reconnu vendredi, avec humilité, la porte-parole du gouvernement, Karla Rubilar, quelques heures après la conclusion d'un accord historique des partis politiques sur l'organisation d'un référendum pour remplacer la Constitution héritée de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

Oubliée l'arrogance d'une élite politique, omniprésente dans les secteurs économiques clés du pays, jugée endogame et critiquée pour son dédain à l'égard des préoccupations quotidiennes du plus grand nombre.

Finis aussi le ton martial du président Sebastian Pinera qui, aux lendemains du 18 octobre, face à une explosion de violences aussi inédite qu'inattendue, déclarait que son pays était «en guerre» et décidait le déploiement de milliers de militaires dans les rues, du jamais-vu depuis 1990.

Car ni les militaires, ni la repression des

forces de l'ordre, accusées de nombreuses violations des droits humains, n'ont entamé la détermination des manifestants - dont beaucoup de jeunes - bien décidés à en finir avec les «abus» d'un système économique ultra-libéral qui a drastiquement diminué la pauvreté (-30% depuis 1990), mais n'a jamais remis en cause les fondements d'une société fortement inégalitaire.

Augmentation de 20% du salaire minimum et des petites retraites, diminution du traitement des parlementaires, gel des tarifs de l'électricité et des péages, réforme fiscale pour taxer les plus fortunés : le gouvernement de droite a revu de fond en comble son programme social, et pourrait être contraint d'aller plus loin si la colère persiste dans la rue.

Autre concession spectaculaire pour la coalition conservatrice présidentielle : la voie désormais ouverte à un changement de Constitution, en remplacement du texte fondamental, adopté en 1980 en plein régime militaire, qui limite au minimum l'intervention de l'Etat dans des domaines comme l'éducation et la santé, les retraites relevant en majorité du secteur privé.

A peine investi d'un second mandat en

mars 2018, le président Piñera (2010-2014) avait décidé de jeter aux oubliettes un projet de révision constitutionnelle déposée quelques mois auparavant par l'ex-présidente socialiste, Michelle Bachelet, (2006-2010, 2014-2018).

Il restera désormais dans l'histoire du Chili comme le président dont le gouvernement aura organisé un référendum sans précédent, dont l'issue pourrait enterrer définitivement l'héritage du régime Pinochet.

#### «Frontières de la démocratie»

«La rue a obligé la classe politique chilienne tout entière à faire ce qu'elle n'a pas voulu faire en trente ans et à le faire en quelques heures. C'est la preuve qu'il était possible de faire plus que ce qui a été fait jusque-là», estime Marcelo Mella, politologue à l'Université de Santiago.

Au pouvoir à plusieurs reprises pendant plus de 20 ans depuis le retour de la démocratie, l'opposition de gauche et de centre-gauche a également fait son mea culpa.

«La rue a donné une leçon à tous ceux qui sans s'en rendre compte avaient remplacé leur espérance par de la résignation. Le

peuple a fait bouger les frontières de la démocratie», a résumé Catalina Pérez, députée du parti Révolution démocratique (gauche) de la ville d'Antofagasta (nord).

Jusqu'au patronat qui a mené son autocritique : plusieurs hommes d'affaires, parmi les plus prospères du pays, ont ainsi reconnu la nécessité de «mettre la main à la poche» au nom de leur «rôle social» et ont annoncé des augmentations de salaires de leurs employés.

Si la rue a d'ores et déjà réussi à forcer l'élite à regarder en face ses difficultés quotidiennes, et les plus conservateurs à ouvrir la porte à une participation populaire dans une Assemblée constituante, les manifestants estiment que leurs problèmes les plus urgents - refonte du système de retraites, santé et éducation publiques de qualité - restent entiers.

«Le processus constitutionnel va durer deux ans, avec plusieurs jalons électoraux. Cela peut aider à canaliser les divergences, à modérer les attentes», veut croire Juan Luis Monsalve, avocat et consultant en questions politiques. **AFP**





# Maison-Blanche : mais qui est le candidat d'Obama ?

**Certains revendiquent haut et fort leur amitié avec lui. D'autres évoquent une filiation idéologique. D'autres encore prennent leurs distances avec son bilan pour mieux se démarquer. Barack Obama, lui, reste silencieux. Ou presque.**

L'ancien président démocrate de 58 ans, qui a quitté le pouvoir il y a près de trois ans armé d'une popularité au zénith, observe à distance la primaire démocrate qui doit désigner l'homme ou la femme qui affrontera Donald Trump le 3 novembre 2020.

Au-delà de ses orientations politiques sur la santé, l'immigration ou l'éducation, nombre de prétendants à la Maison-Blanche font régulièrement référence à son style, une certaine classe dans l'exercice du pouvoir qui contraste avec l'attitude du milliardaire républicain qui lui a succédé.

A moins de trois mois du premier vote dans l'Iowa, la course démocrate est extraordinairement indécise. Le prochain débat prévu mercredi à Atlanta rassemblera dix candidats. Qui marquera des points ? Joe Biden ? Elizabeth Warren ? Pete Buttigieg ? Bernie Sanders ? Kamala Harris ?

Impossible à prédire. Et la liste de ceux qui rêvent de s'installer dans le Bureau ovale n'est pas close. Le milliardaire Michael Bloomberg laisse - une nouvelle fois - flotter l'idée d'une

candidature. Et Deval Patrick s'est jeté à l'eau cette semaine.

L'entrée en lice tardive de ce proche de Barack Obama, qui fut l'un des premiers gouverneurs noirs des Etats-Unis, a ravivé les spéculations: l'ex-président aurait des doutes sur les chances des candidats déjà en course de l'emporter face à Donald Trump.

## «Mon ami Barack»

Les interrogations portent en particulier sur Joe Biden, affublé du surnom de «Joe l'endormi» par Donald Trump, qui est l'un des favoris, mais suscite des doutes récurrents sur sa capacité à aller au bout.

Sur les estrades de campagne, il ne rate jamais une occasion de souligner sa proximité avec son «ami Barack» dont il fut le vice-président pendant huit ans.

En vieux routier de la politique, il avait souligné lors du lancement de la campagne qu'il avait demandé à ce dernier de ne pas lui apporter son soutien... même si à aucun moment l'ancien président n'a publiquement évoqué la possibilité de le faire.

«Le président Obama n'a pas l'intention de s'impliquer dans la primaire à ce stade, il préfère laisser les candidats présenter leurs arguments directement aux électeurs», a indiqué cette semaine à l'AFP une source proche de l'ancien locataire de la Maison-Blanche.

Mais le 44<sup>e</sup> président de l'histoire a, sans surprise, son idée sur la façon d'aborder le scrutin du 3 novembre 2020 pour s'assurer que la présidence Trump se limite à un mandat que le 46<sup>e</sup> locataire de la Maison-Blanche soit un démocrate.

Par petites touches, il se positionne. Lors d'une intervention vendredi soir devant des donateurs démocrates

réunis à Washington, il a distillé sa vision de la bataille électorale à venir, se disant convaincu qu'elle se gagnerait au centre.

## «Candidat aguerri»

S'il a insisté sur la nécessité d'avancer des idées nouvelles dans la réduction des inégalités par exemple, il a lancé une mise en garde très claire contre la tentation d'un brusque coup de barre à gauche.

«Même si nous cherchons à aller toujours plus loin et à proposer une vision audacieuse, nous devons aussi nous ancrer dans la réalité», a-t-il avancé.

«L'Américain moyen ne pense pas que nous devons détruire complètement le système et tout recommencer», a-t-il ajouté, soulignant que les Etats-Unis n'étaient pas un pays "révolutionnaire" et appelant à ne pas avoir comme seules boussolles les "comptes Twitter marqués à gauche".

Il n'a bien sûr, nommé personne, mais les noms des sénateurs Elizabeth Warren et Bernie Sanders, qui plaident pour une «révolution politique», étaient présents dans tous les esprits. Face aux nombreux démocrates qui redoutent que cette primaire - avec sa myriade de candidats et sans favori clair - ne soit contre-productive face à un président-candidat déjà en ordre de bataille, Barack Obama s'est voulu rassurant.

«Pour ceux qui s'inquiètent d'une primaire trop robuste, je veux seulement vous rappeler que je suis passé par là», a-t-il lancé, évoquant sa campagne de 2008, par moment acrimonieuse, face à Hillary Clinton.

«Je suis convaincu qu'à la fin du processus, nous aurons un candidat aguerri».

AFP

## Hong Kong : l'armée intervient pour nettoyer, retour au calme

C'est une première depuis le début de la crise: l'armée chinoise a participé samedi à Hong Kong au nettoyage des rues, une présence militaire symbolique qui n'a pas été sollicitée par le gouvernement local.

Les soldats de l'Armée populaire de libération (APL) sont en général confinés dans leur caserne, établie dans l'ex-colonie britannique lors de sa rétrocession à la Chine en 1997.

Mais des dizaines de militaires aux cheveux courts, vêtus de shorts noirs et de T-Shirt kakis, ont brièvement aidé samedi à déblayer les barricades de briques et les débris, pendant une accalmie après une semaine de chaos orchestrée par des militants pro-démocratie.

Le gouvernement de Hong Kong a cependant indiqué dans la soirée, par la voix d'un porte-parole, n'avoir «pas sollicité» l'aide des soldats chinois qui ont «pris cette initiative eux-mêmes».

L'aggravation de la crise fait craindre à certains que Pékin envoie des troupes à Hong Kong. Jeudi, le président chinois Xi Jinping a prévenu que les «activités illégales violentes remettent gravement en cause le principe «Un pays, deux systèmes» qui régit l'ex-colonie britannique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997».

De fortes tensions ont éclaté en effet cette semaine après le lancement par des militants radicaux d'une stratégie nommée «éclaire partout». Celle-ci consiste à multiplier les blocages et les actes de vandalisme.

Elle a entraîné la quasi paralysie des transports publics, dont le métro d'ordinaire très fréquenté, ainsi que la fermeture des écoles et des centres commerciaux. De nombreux carrefours et routes ont été bloqués.

Le chaos s'est propagé à plusieurs campus universitaires, occupés par des étudiants et des protestataires masqués. Certains s'y sont entraînés au lancer de cocktails Molotov, voulant visiblement en découdre avec la police.

L'opération de nettoyage de l'APL «laisse entendre aux protestataires que si les choses tournaient au vinaigre, la Chine pourrait utiliser l'armée d'une manière plus directe», estime le politologue Dixon Sing.

La sortie samedi des soldats chinois n'est toutefois pas la toute première depuis 1997. Ils avaient déjà participé à des opérations de nettoyage similaires après le passage du typhon Mangkhut, en 2018.

## Gros problèmes

Hong Kong, région du sud de la Chine, qui jouit d'une justice indépendante et de la liberté d'expression, vit depuis juin sa pire crise politique depuis son retour dans le giron chinois.

La mobilisation pro-démocratie est née du rejet d'un projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale, où la justice est sous l'influence du Parti communiste.

Le texte a été retiré en septembre. Mais les manifestants avaient entretemps grandement élargi leurs revendications, exigeant notamment le suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif hongkongais.

Les quelque 7,5 millions d'habitants de Hong Kong restent cependant profondément divisés vis-à-vis du mouvement pro-démocratie. Et l'opération de l'APL illustre cette fracture.

Une quinquagénaire a salué l'initiative, affirmant qu'il était «si bon» de les voir, et déplorant la crise frappant le territoire, jusqu'ici prospère mais désormais en récession.

De leur côté, les militants pro-démocratie ont perçu le signal : «On ne veut pas viser la caserne, parce qu'on pourrait avoir de gros problèmes», a déclaré à l'AFP, un militant pro-démocratie, ne souhaitant être identifié que par son nom de famille Leung.

Des disputes et des affrontements ont par ailleurs éclaté samedi à plusieurs endroits de la ville, entre partisans et opposants aux barricades.

A l'Université polytechnique, des protestataires ont affirmé vouloir maintenir leur occupation du campus et leur blocage d'un des principaux tunnels d'accès à l'île de Hong Kong, tenu depuis mardi.

«Nous sommes ici pour longtemps», a déclaré à l'AFP, un étudiant de 20 ans souhaitant garder l'anonymat.

## Pour la police

Le nombre de protestataires sur les campus a cependant commencé à diminuer. C'est notamment le cas à l'Université chinoise de Hong Kong, théâtre cette semaine de violents affrontements entre militants et policiers.

La circulation routière a également repris son cours, même si des routes restent fermées.

Excédés par les débordements, des Hongkongais se sont par ailleurs réunis samedi matin devant les bureaux du gouvernement pour afficher leur soutien à la police -- régulièrement accusée par les militants pro-démocratie de recourir à un usage excessif de la force.

Un groupe d'environ 500 personnes a agité des drapeaux national (chinois) et régional (hongkongais), pris des photos avec les policiers et appelé les forces de l'ordre à «appliquer la loi de façon ferme».

Car la semaine a notamment été marquée par la mort violente d'un agent d'entretien de 70 ans. Touché à la tête par une brique lancée par des «émeutiers masqués», il avait tenté de démonter des barricades, selon les autorités.

Les principaux leaders du mouvement pro-démocratie ont jusqu'ici refusé de condamner ouvertement les violences commises par leurs militants.

AFP



30 ans après la Révolution de velours

# Quelque 250.000 manifestants à Prague contre le Premier ministre

Environ 250.000 Tchèques, selon le ministère de l'Intérieur, ont investi samedi le centre de Prague pour demander le départ du Premier ministre milliardaire Andrej Babis, accusé de corruption, la veille du 30e anniversaire de la Révolution de velours qui a renversé le communisme dans l'ancienne Tchécoslovaquie.



Les manifestants ont brandi des drapeaux tchèques et des banderoles appelant M. Babis à se retirer. Ils ont scandé "honte!" et "démissionner!".

Le ministre de l'Intérieur, Jan Hamacek, cité par l'agence CTK, a estimé à environ 250.000 le nombre de personnes rassemblées au parc

Letna, dans le centre de Prague.

La manifestation se tient la veille du trentième anniversaire de la

Révolution de velours: des manifestations sans précédent et une grève générale qui ont mis fin à quatre décennies de totalitarisme imposé par l'Union soviétique dans ce qui

était alors la Tchécoslovaquie.

Ancien communiste, le populiste Babis est confronté à une série d'accusations de corruption et à une enquête de la Commission européenne sur un conflit d'intérêts possible autour de son holding Agrofert regroupant différentes activités dans ses exploitations agricoles, dans les médias et

dans le secteur chimique.

Le chef du gouvernement tchèque rejette les accusations et son parti populiste ANO reste en tête des sondages avec environ 30% de soutien, indépendamment de ces controverses.

M. Babis, la cinquième fortune tchèque selon Forbes, dirige le mouvement populiste centriste ANO dans un gouvernement de coalition minoritaire avec les sociaux-démocrates, appuyé au parlement par le parti communiste.

ANO a remporté les élections législatives de 2017 en promettant la lutte contre la corruption en République tchèque, pays membre de l'Union européenne et de l'Otan, fort de 10,6 millions de d'habitants.

Le vendredi 17 novembre 1989, la police tchécoslovaque avait dispersé brutalement une marche d'étudiants, ce qui a déclenché leur grève le lendemain, et la création d'un mouvement d'opposition qui a négocié l'abandon du pouvoir par le Parti communiste.

A la fin de décembre 1989, Vaclav Havel, alors chef de l'opposition, a été élu président de la Tchécoslovaquie. Le pays s'est ensuite divisée pacifiquement en République tchèque et en Slovaquie en 1993.

R. T.

Chypre

## La police saisit un véhicule "espion" appartenant à un Israélien

La police chypriote a annoncé samedi avoir saisi un van appartenant à un ressortissant israélien équipé d'un système de surveillance sophistiqué et qui serait capable de pirater des moyens de télécommunications.

La police a lancé une enquête après que le parti communiste Akel (opposition) a demandé au gouvernement ce qu'il comptait faire à la suite d'une vidéo diffusée en septembre par le magazine américain Forbes et devenue virale.

La vidéo montre la présentation du véhicule par son propriétaire, un ancien officier des services de renseignement israéliens présenté comme Tal Dilian, qui dirigerait une entreprise basée à Chypre.

Le chef de la police chypriote Kypros Michaelides a déclaré à une radio locale que le ressortissant israélien avait "fourni quelques explications" mais qu'il serait interrogé davantage, ainsi que des ressortissants chypriotes.

Les enquêteurs ont fouillé les locaux de l'entreprise dans la ville côtière de Larnaca (sud-est) et trouvé des preuves, a indiqué la police chypriote dans un communiqué samedi.

"D'après une première inspection, le véhicule contenait un équipement électronique et a été confisqué, ainsi que d'autres preuves", selon la police qui a ajouté enquêter sur de possibles violations de la loi sur la protection de la vie privée.

D'après Forbes, l'équipement du véhicule d'une valeur de 9 millions de dollars peut contrôler des appareils électroniques dans un rayon de 500 mètres, pirater n'importe quel téléphone et écouter des conversations quelque soit le niveau de cryptage.

H. O.

Brexit

## Referendum sur l'unité irlandaise dans les cinq ans

Le bouleversement du Brexit doit être suivi par un referendum sur l'unité irlandaise dans les cinq ans, a affirmé samedi le chef du parti républicain irlandais Sinn Féin.

"Les jours de la partition (entre les deux Irlandes) sont comptés, le changement est dans l'air, le Brexit a tout bouleversé", a déclaré Mary Lou McDonald lors d'une conférence de son parti à Londonderry.

"Beaucoup de personnes, pour la première fois, envisagent désormais leur avenir dans une Irlande unifiée", a-t-elle ajouté.

"Au cours des cinq prochaines années, laissons le peuple décider", a-t-elle encore dit, appelant le gouvernement de Dublin à préparer un referendum sur la question de la réunification.

La province d'Irlande du Nord et sa frontière avec l'Irlande ont sérieusement compliqué la donne du Brexit et les négociations entre le Royaume uni et l'Union européenne.

L'accord de paix conclu en 1998 a mis fin à 30 ans d'un conflit meurtrier et supprimé pratiquement toute trace visible de la frontière entre l'Irlande du Nord, territoire britannique, et la République d'Irlande au sud.

Bruxelles, Londres et Dublin se sont engagés à préserver cette situation après le Brexit. Mais l'accord sur le Brexit a constamment buté sur le statut de cette frontière dans un Royaume-Uni post Brexit.

T. K.

Canada

## Grève des cheminots après l'annonce d'une vague de licenciements

Les cheminots canadiens ont émis samedi un préavis de grève après l'annonce du licenciement de 1.600 employés chez la Compagnie des chemins de fer nationaux (CN), soit près de 6 % de sa main-d'œuvre.

En annonçant les suppressions d'emplois, le PDG de la compagnie Jean-Jacques Ruest a expliqué que le problème reste davantage lié à l'environnement économique plutôt qu'à la clientèle, en qualifiant le contexte économique d'"incertain".

"La compagnie ajuste ses ressources à la demande", a indiqué toutefois un porte-parole de la CN, Alexandre Boulé, dans un communiqué, soulignant que cette décision

a dû être prise en raison de l'affaiblissement de nombreux secteurs de l'économie.

Le syndicat des Teamsters représentant les chefs et agents de train ainsi que les agents de triage de la compagnie des chemins de fer a lancé un préavis de grève de 72 heures à compter de mardi, au moment où se poursuivent les négociations pour renouveler la convention collective.

Les deux parties sont en pourparlers depuis six mois, des négociations difficiles qui se déroulent avec l'aide de médiateurs fédéraux depuis 60 jours.

Outre le Canada, le réseau du groupe ferroviaire de transport de marchandises "Canadien National" qui compte pas moins

de 27.290 employés englobe les Etats-Unis et le Mexique.

Lors de la présentation des résultats du troisième trimestre 2019, la CN avait abaissé ses prévisions en invoquant une détérioration de la demande ferroviaire nord-américaine ainsi qu'une poursuite du ralentissement de l'économie. Les volumes de fret avaient notamment été inférieurs aux attentes.

La compagnie a enregistré un bénéfice net de 1,20 milliard de dollars au troisième trimestre, en hausse d'environ 0,5 %, et ses recettes avaient progressé de 4 % pour atteindre 3,83 milliards.

G. K.

Journée de la tolérance

## La cheffe de l'UNESCO appelle à construire la paix

"La tolérance n'a jamais été une vertu aussi vitale", a indiqué la responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) des Nations Unies dans son message à l'occasion de la Journée internationale pour la tolérance.

"La tolérance, c'est plus

que rester les bras croisés ou insensibles aux différences entre les hommes et les femmes, les cultures et les croyances (... mais plutôt) un état d'esprit, une conscience et un impératif", a déclaré Audrey Azoulay, directrice générale de l'agence culturelle des Nations Unies.

En 1996, l'Assemblée générale des Nations Unies a

invité les Etats membres à célébrer la Journée le 16 novembre de chaque année afin, entre autres choses, de favoriser la compréhension mutuelle entre les cultures et les peuples.

Mme Azoulay a souligné que la tolérance, c'est "réaliser que la diversité culturelle est une richesse et non un facteur de division".

"C'est percevoir que chaque culture, au-delà des différences immédiates ou apparentes, est une composante de l'universalité et parle le langage commun de l'humanité", a-t-elle dit. Citant l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, elle a fait valoir que la tolérance est "une vertu qui rend la paix possible".

T. M.



Festival international du cinéma d'Alger

# Une sélection documentaire à la hauteur

En plus d'être une des rares occasions pour le public algérois de renouer avec les salles obscures, le Festival international du cinéma d'Alger (Fica), qui a pris fin samedi soir, aura confirmé, cette année encore, son orientation tournée vers le film engagé dans une sélection documentaire à la hauteur des attentes des cinéphiles.

Plus de 30 films entre documentaires, courts et longs métrages de fiction dont 24 en compétition et des projections hors compétition étaient au programme de ce Fica qui a organisé la première compétition dans la section court métrage, absente des éditions précédentes.

Le public a eu droit à une sélection de documentaires résolument arrimés aux thèmes traitant de l'humain, donnant au Festival une identité affirmée qui le différencie des autres manifestations cinématographiques, même si les organisateurs ont adapté leur sélection pour combler le vide laissé par le Festival d'Oran du film arabe, annulé pour 2019.

Des portraits de militants, des combats pour la justice et autres drames de migrants subsahariens, sont proposés dans des documentaires comme *Le silence des autres* coréalisé par l'Espagnole Almudena Carracedo et l'Américain Robert Bahar, *L'envers d'une histoire* de la Serbe Mila Turajlic, ou encore *Tilo Koto* des Françaises Valérie Malek et Sophie Bachelier.

Très attendus des cinéphiles, le documentaire *143, rue du désert* de Hassan Ferhani et *Paysages d'automne*, premier thriller de Merzak Allouache ont également été projetés en avant-première.

Une sélection de huit longs métrages de fiction était aussi au programme. Entre autres films retenus dans la catégorie, *Fatwa* du Tunisien Mahmoud Ben Mahmoud dénon-



çant la montée de l'extrémisme religieux en Tunisie, *Yuli* de l'Espagnole Iciar Bollain sur la vie d'un danseur de ballet cubain ou encore le film d'animation *The Tower* inspiré de la vie dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, réalisé par le Norvégien Mats Grorud.

Au titre de la compétition dans le court métrage, huit films étaient en lice : *Hadi Hya* de Youcef Mahsas, *La fausse saison* de Menad Embarek, *Une histoire dans ma peau* de Yanis Khelloufi, *Felfel Lahmar* de Saâdia Gacem, *Facing Mecca* du Suisse Jean-Eric Mack et *Burkina Bounty* de l'Américaine Lara Lee.

## Absents au Fica, présents à l'international

Habités du festival et observateurs regrettent l'absence d'oeuvres algériennes de la programmation 2019 du Fica, seul grand événement dédié au cinéma dans la

capitale. *Abou Leila* de Amine Sidi Boumediene et *Timelife* de Hamid Benamra qui prennent part, parmi d'autres, à différentes manifestations cinématographiques internationales, manquent à l'appel de cette édition.

Celle-ci n'a pas cru utile non plus de programmer des courts métrages comme *Nice Very Nice* d'El Kheyer Zidani ou encore *Bermuda* de Mohamed Benabdallah, à l'affiche de plusieurs festivals internationaux.

Concernant les distinctions, le documentaire *143, rue du désert*, deuxième long métrage de Hassan Ferhani a décroché le Grand prix de sa catégorie, le Prix du public ainsi que la Médaille Ghandi. Cette distinction est décernée par le Conseil international du cinéma, de la télévision et de la communication audiovisuelle (Cict).

Dans la catégorie long métrage de fiction, les prix sont allés à *The tower* inspiré du quotidien des réfugiés palestiniens dans les

camps au Liban et réalisé par le Norvégien Mats Grorud, alors que le court métrage *Facing Mecca* du Suisse Jan-Eric Mack a reçu le Grand prix de cette section.

Pour la première compétition de court métrage du Fica, le jury a décerné des mentions d'encouragement à *Hadi Hya* de Youcef Mahsas, à *Une histoire dans ma peau* de Yanis Khelloufi sur le thème de l'engagement militant dans l'Algérie d'aujourd'hui et à *Felfel Lahmar*, un documentaire sur la condition féminine en Algérie, réalisé par Saâdia Gacem.

Le Prix du public a été attribué, ex aequo, à *La fausse saison* de Menad Embarek sur la violence terroriste des années 1990 et à *Sotra*. Signé Abdallah Aggoun, ce court métrage retrace l'histoire d'un père de famille assistant impuissant au harcèlement quotidien de sa fille musicienne par le voisinage, et qui finit, en désespoir de cause, par lui imposer le voile. **H. L.**

Musée d'art moderne d'Oran (MAMO)

## Ouverture d'une exposition d'arts plastiques «Flore et zones»

Une exposition «Flore et zones» de l'artiste plasticien Mourad Belmekki s'est ouverte samedi au Musée d'art moderne d'Oran (Mamo) mettant en exergue la magie du monde floral et de sites féériques.

L'exposition comporte 35 tableaux reproduisant avec une touche artistique des plantes existant en Algérie et dans les pays du bassin méditerranéen, dont le mimosa et le géranium et d'autres poussant dans le Sahara, a fait remarquer l'artiste.

Jouissant d'une expérience artistique de 35 ans, Mourad Belmekki étale sa vision philosophique de l'art à travers des toiles présentant des sites et régions d'Algérie et des cérémonials de fêtes avec des troupes folkloriques comme Karkabou. Entre autres aquarelles, un tableau est dédié au charme du Sahara avec des sculptures rayonnantes.

L'artiste adopte, dans ses œuvres exposées jusqu'au 14 décembre prochain, la technique de mélange de l'acrylique et du pastel avec une répartition judicieuse de la lumière à travers les formes dessinées en utilisant des couleurs vives pour leur conférer une touche esthétique, comme il l'a expliqué.

Diplômé du département des arts plastiques de l'université de Mostaganem, Mourad Belmekki a participé à 300 expositions collectives et 50 individuelles à travers le pays.

L'artiste plasticien a réalisé des fresques et a remporté plusieurs prix. Enseignant au département des arts de l'université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella, il a formé des inspecteurs d'arts plastiques du cycle moyen.

T. L.

16<sup>ème</sup> édition de Dimajazz

## Inoubliable soirée de clôture avec le Wonder Collective

Le Wonder Collective - Tribute to Stevie Wonder (Woco) a brillamment clôturé la 16<sup>ème</sup> édition du Festival international de jazz de Constantine, faisant le bonheur des centaines de festivaliers venus, samedi soir au Théâtre régional Mohamed-Tahar Fergani, redécouvrir le répertoire du génialissime Stevie Wonder.

Se voulant résolument festive, la soirée de clôture du Dimajazz a, comme à l'accoutumée, tenu toutes ses promesses grâce aux 11 membres du Wonder Collective qui ont sorti une prestation euphorisante et joyeuse placée sous l'explosive triade Funk, soul, rythm'n'blues.

Arborant fièrement sur scène le wax, qui n'est pas sans rappeler les habits portés par Stevie Wonder lors de ses tournées d'antan, les musiciens formés dans le département jazz de l'Ecole nationale de musique de danse et d'art dramatique de Villeurbanne (France), ont parfaitement réussi leur mission en témoignant les déhanchements effrénés observés tout au long du spectacle dans l'enceinte du théâtre régional de Constantine.

Portée par des vocalistes très performants, une section cuivre joyeuse, une

rythmique dynamique, et un jeu de guitare énergique, le woco ont plongé le public du Dimajazz dans un état second, un public qui reprenait en chœur des tubes, *I Just Called to Say I Love You*, *Master blaster*, *Do I do*, *Higher ground* et bien d'autres morceaux qui auront permis à Stevie Wonder de bâtir sa propre légende et de faire de lui l'un des artistes les plus prolifiques du XX<sup>e</sup> siècle.

Le groupe met fin une première fois au spectacle, mais le public qui avait du mal à se faire à l'idée que le spectacle devait, tôt ou tard s'achever n'a pas hésité à réclamer du rab. Généreux mais surtout très impressionné par la réceptivité du public du Dimajazz, le retour sur scène du Woco a été des plus intenses avec des musiciens redoublant d'ardeur pour interpréter les ultra-groovy *Superstition*, *Another star* et *Keep on running*.

En coulisse, le chanteur du Woco, Pierrick Tailler, a confié avoir été impressionné par tous ces grands noms du jazz qui sont passés au Dimajazz depuis sa création, chose qu'il a encouragée à se donner à fond face au public.

Ouvert le 12 décembre courant, le 16<sup>ème</sup>

Festival international de jazz, Dimajazz, a offert de somptueuses expériences musicales des sonorités africaines de Djama au jazz aérien de la formation oranaise Astral vibes Conspiracy en passant par Grooz, le projet de Abdel Hak Benmadjebari, bassiste chanteur d'origine algérienne basé à Montréal, reliant avec beaucoup de talent le groove des rythmes africains au Jazz.

Les cinq jours de spectacles ont également permis au public d'apprécier le savoureux jazz manouche d'Ecce Quartet ainsi que le projet *Reflejos* con Barry de Lukas Schiemer et Beate Reiermann, deux figures de la scène de jazz viennoise, sans oublier l'univers musical de l'artiste franco-togolais Ayité ou encore l'électro des deux enfants terribles de Oud, Mehdi Haddache et Smadj.

Pour de nombreux observateurs, ce 16<sup>ème</sup> Acte du Dimajazz est venu rappeler que, malgré les écueils administratifs et financiers, ce festival demeure «une référence en matière de technicité et de programmation maîtrisée, mais surtout, et c'est cela le plus important, qu'aucune oeuvre de qualité ne peut être faite sans abnégation.

L. M.



«Il n'est que l'expérience menée à terme qui libère.»

Christiane Singer



«L'expérience est dans les doigts et dans la tête. Le cœur n'a pas d'expérience.»

Henry David Thoreau

# Rachida Dati adepte d'un sport de combat

Les candidats à la mairie de Paris aiguisent leurs stratégies. À droite, Rachida Dati doit composer avec des vieux briscards qui se sont montrés réticents à sa candidature. Alors que ces derniers finissent par se ranger derrière elle, un article de *Valeurs actuelles* raconte comment la candidate s'engage dans les municipales. Et révèle qu'elle pratique un sport de combat qui la prépare à encaisser les coups bas.

**O**n savait qu'elle était combative - ne serait-ce que dans sa façon de tenir tête aux critiques qui fusent, même dans son propre camp - *Valeurs actuelles* révèle que Rachida Dati, actuellement en campagne pour l'investiture de la mairie de Paris sous la bannière Les Républicains, est également sportive. Et pas n'importe quel sport puisqu'elle pratique un art martial qui lui permet autant d'encaisser les coups que d'en donner : la boxe. Mais elle ne monte plus sur le ring, explique la journaliste. Ce qu'elle aime, c'est la préparation mentale et physique que lui enseignent de «vrais champions».

Pour parler de ses entraînements, nos confrères renvoient l'ex-garde des Sceaux (sous la présidence de Nicolas Sarkozy) à son image de «beurette de banlieue», un qualificatif que certains de ses détracteurs à droite lui ont apposé. Ainsi, quand la mère de Zohra s'entraîne au parc de la Courneuve plutôt que dans une salle parisienne, son entraînement est «décrit façon «caillera» du 9-3». Coutumière des boules puantes contre elle, la chef de file de la droite n'est pas du genre à se laisser démonter par l'analogie.

Face à sa meilleure ennemie, Anne Hidalgo, un Benjamin Griveaux qui peine à convaincre ou un Cédric Villani qui accuse un défaut de notoriété, Rachida Dati commence enfin à fédérer dans son camp pour s'opposer au 11 candidats déjà en lice pour les élections municipales de 2020. Si elle s'est déjà montrée déterminée à «en venir aux mains» avec un député, elle saura certainement puiser dans le noble art pour assurer ses appuis. Prête à mener ce qu'elle a elle-même qualifié de «campagne de chiens».



## FORME

# Six bonnes raisons de se mettre au jogging

Avec l'été, il nous prend envie de faire du sport.

On va au plus simple et on profite de la nature pour aller courir. Et s'il vous manque encore la motivation nécessaire pour être dans les starting-block, voici de quoi vous convaincre.

### ■ Le footing nous rend plus intelligente

Si si, vous ne rêvez pas, parfois la nourriture du corps rejoint celle de l'esprit. La preuve avec le jogging, qui selon plusieurs études, améliorerait les performances cérébrales grâce à une meilleure oxygénation qui profite à tout l'organisme, même à nos neurones !

Courir favoriserait la croissance des cellules cérébrales, boosterait la mémoire et maintiendrait en forme les capacités cognitives.

### ■ Il est l'allié de notre silhouette

En plus de garantir un poids stable (à condition de ne pas se jeter sur un pot de glace après la séance), le running tonifie le bas du corps.

Un entraînement régulier renforce les muscles, les ligaments et les tendons, éloignant dans le même temps le risque de blessures.

Les candidates à la minceur peuvent aussi compter sur le jogging pour puiser dans les graisses. En plus, un jogging régulier booste le métabolisme. Du coup, on élimine plus de calories même au repos.

### ■ Il est conseillé quand on fait du diabète

La course à pied réduit les effets du diabète puisque l'exercice régulier aide à maintenir un taux de glycémie normal. Le jogging réduirait la résistance à l'insuline caractéristique du diabète de type 2.

### ■ Il augmente la densité osseuse

L'impact des pieds sur le sol habitue votre corps à être plus

résistant face aux chocs.

Ainsi, dans les zones sollicitées par l'effort (que ce soit pendant un jogging ou pendant une marche), le corps est contraint de s'adapter et cela conduit à une augmentation de la densité minérale osseuse.

Résultat, on réduit son risque de fracture.

### ■ Il combat le stress

On le sait, le sport fait partie des meilleurs antidotes qui soient quand le moral est au 36° dessous. C'est prouvé, le jogging peut combattre les symptômes dépressifs et l'anxiété. A partir de 30 minutes de course, un agréable sentiment de bien-être nous envahit grâce à la libération des fameuses endorphines.

### ■ Il prend soin de notre cœur

En courant, le cœur se «muscle» et s'habitue à travailler sans effort. A la clé : une meilleure fonction cardiovasculaire et une baisse de la tension artérielle donc moins de risque de maladie cardiaque.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS ▶▶

Eliminatoires de la CAN 2021/Bostwana-Algérie ce soir à 20 h

## Les Verts en conquérants



**L'**Equipe nationale de football affronte ce soir à partir de 20h à Gaborone, son homologue du Botswana pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2021 qui aura lieu au Cameroun. Large vainqueur (5/0), lors de la première journée et son match face à la Zambie au stade Tchaker de Blida, jeudi dernier, l'EN reste décidée à confirmer ce départ en trombe et aligner un deuxième succès consécutif. Les Verts sou-

haitent assurer la qualification à la phase finale de la CAN le plus tôt possible, et pour cela, il leur faudra remporter un maximum de points. Sans Mahrez qui a fait l'impasse sur ce match, pour des raisons personnelles, l'EN tentera quand même d'être au rendez-vous pour remporter un autre succès. Le coach, Djamel Belmadi optera pour d'autres solutions en attaque, notamment en faisant confiance, soit à Delort, soit à Soudani. Il se peut aussi qu'il change carrément

d'option tactique en jouant avec deux attaquants, avec un dispositif de 4-4-2 et ce en faisant incorporer ensemble Bounedjah et Slimani. Le driver de la sélection nationale sait qu'il faudra faire très attention à cette équipe du Botswana dirigée par l'Algérien et ancien coach du MCA et de l'USMA, Adel Amrouche. Ce dernier fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'emporter et prouver sa valeur, lui qui n'a pas bien été considéré en Algérie. Certes, Amrouche a eu quelques pro-

blèmes avec quatre joueurs de son team qu'il a prit en flagrant délit en train de consommer de l'alcool, mais il a vite fait de les écarter pour imposer une discipline dans le groupe. L'essentiel est que les Algériens sont prévenus et se doivent d'être concentrés sur leur sujet pour remporter la victoire et donc prendre option pour la suite de la compétition étant donné que le chemin sera encore long et il restera encore quatre autres matchs à disputer.

Imad M.

JSM Skikda

## Ifficene nouvel entraîneur

La JSM Skikda, pensionnaire de la Ligue 2 algérienne, a engagé Younes Ifficene pour diriger la barre technique des «V» noirs, en remplacement de Mohamed Benchouia, démissionnaire le 5 novembre dernier pour cause de «pression». «Tout d'abord, je tiens à féliciter le président du club et les responsables pour leur confiance. Concernant l'effectif Skikdi, je pense que c'est une équipe jeune avec un futur prometteur. Notre objectif est d'améliorer la prestation technique et pourquoi pas pousser l'équipe à jouer les premiers rôles», a indiqué Ifficene après sa présentation. Ifficene, ancien entraîneur de plusieurs clubs algériens, succède à Benchouia, qui a jeté l'éponge après «une pression terrible» des supporters, selon lui. La JSMS reste sur une série de quatre matchs sans victoire en championnat, une défaite concédée à Tlemcen (3-1), un match nul à El Harrach (1-1), puis un semi-échec à domicile devant l'USM Annaba, avant de s'incliner à Béjaïa face au MOB (1-0). Les «V» noirs occupent la 7<sup>e</sup> place du Championnat avec 16 points après 12 journées en compagnie du MOB et l'OM Arzew.

Open africain 2019 de Judo à Dakar

## Rebahi et Ezzine en or

Les judokas algériens Salim Rebahi (-60 kg) et Waïl Ezzine (-66 kg) ont remporté l'or à l'Open africain de Dakar, qui s'est déroulé samedi et hier, après leurs victoires finales, respectivement contre le Sénégalais Abdoulaye Sy Alassane et le Britannique Gregg Varey, au moment où leur compatriote Yamina Halata s'est inclinée en finale des moins de 57 kg, contre l'Italienne Martina Lo Giudice. Reversée dans la poule «B» des moins de 57 kg, Yamina Halata a été exemptée du premier tour et il lui a suffi de dominer la Sénégalaise, Oumy NDeye Kamara, au deuxième pour aller en demi-finale, où elle a passé l'écueil de l'Ivoirienne Zoleiha Dabonne, pour se qualifier en finale, où elle s'est finalement inclinée contre l'Italienne Giudice. Reversé dans la Poule «A» des moins de 60 kg, Salim Rebahi a été également exempté du premier tour et a donc débuté directement au deuxième, contre le Nigérian Alio Illo, qu'il a dominé par waza-ari pour aller en demi-finale, où il a enchaîné avec le Sénégalais, Moussa Diop, décrochant ainsi son billet pour la finale, où il a reflé l'or, en dominant le Sénégalais Abdoulaye Sy. Toujours chez les messieurs, Waïl Ezzine a été reversé dans la poule «D» des moins de 66 kg, où il a commencé par dominer le Sénégalais NDiaga

Diagne, puis le Libyen Abdulati Abushagur pour se qualifier en demi-finale, où il dominé le Mozambicain Kevin Lefort, arrachant ainsi son billet pour la finale, dont il est sorti vainqueur face au Britannique, Gregg Varey. Les cinq autres judokas algériens engagés ce samedi ont été moins chanceux, à commencer par Mecereem Hadjer et Faïza Aïssahine qui ont été éliminés dès leur premier combat. Engagée chez les moins de 48 kg, Mecereem s'est inclinée contre la Mauricienne Priscilla Morand, alors qu'Aïssahine a été engagée chez les moins de 52 kg et a été sortie par la Russe, Olga Gagarina. De son côté, Rayane Moudjed qui a été reversée dans la poule «C» des moins de 48 kg a fait un peu mieux Mecereem, puisqu'elle a commencé par remporter son premier combat contre la Sénégalaise Aïcha Diop (Ippon après seulement 29 secondes) avant de s'incliner au deuxième tour, par Waza-ari contre la Marocaine Aziza Chakir. De son côté, Meriem Moussa a été reversée dans la poule «B» des moins de 52 kg, et elle a commencé par dominer la Sénégalaise Aminata Goudiaby, puis l'Ivoirienne Salimata Fofana pour aller en demi-finale où elle s'est inclinée contre la Guinéenne Taciana Cesar. Belkadi Amina a été exemptée du premier tour dans la poule «A» des moins de 63 kg. Elle a donc effectué son entrée en lice directement au deuxième tour, où il lui a suffi de dominer la Nigériane Ekuta Enku pour se qualifier en demi-finale, où elle s'est malheureusement inclinée contre l'Italienne Nadia Simeoli.

Ligue 1 (mise à jour)

## Le CRB provisoirement seul aux commandes

**L'**e CR Belouizdad s'est emparé seul des commandes de la Ligue 1 algérienne de football, en dominant l'ASO Chlef 1-0 (mi-temps 0-0) en match en retard, disputé samedi à Alger pour la mise à jour de la 6<sup>e</sup> journée. L'unique but de la rencontre a été inscrit par le meneur de jeu Amir Sayoud à la 67<sup>e</sup>, permettant à son équipe de prendre trois longueurs d'avance sur le MC Alger. Un succès qui n'était pas évident, vu que le Chabab évoluait à 10

contre 11 depuis la 38<sup>e</sup> minute de jeu, après l'exclusion du défenseur Sofiane Bouchar pour cumul de cartons. Le MC Alger, qui a accueilli le CABBA Arréridj hier (18h45) au stade Omar-Hamadi, pourra recoller au CRB en cas de victoire.

Dans l'autre match en retard, la JS Saoura s'est neutralisée à domicile avec le MCO 1-1 (mi-temps 1-1), en match disputé au stade du 20-Août 1955 de Béchar. Les choses avaient mal démarré pour les

locaux, ayant concédé l'ouverture du score de Senouci (28'), et il a fallu attendre la 42<sup>e</sup> pour voir Hamia égaliser (1-1). Une bien mauvaise affaire pour les Bécharois, qui auraient pu s'emparer seuls de la troisième marche du podium en cas de victoire. Mais avec ce nul à domicile, de surcroît face à un concurrent direct pour cette troisième marche du podium, ils restent ex aequo avec le MCO, avec 17 points chacun.

MC Alger

## Casoni menace

**L'**entraîneur français du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football), Bernard Casoni, a brandi samedi la menace de quitter son poste au cas où la direction ne parviendrait pas à régulariser la situation financière du staff technique et des joueurs. «Les joueurs sont perturbés du moment qu'il n'ont pas perçus leurs salaires depuis quatre mois. Actuellement, nous tra-

vailons dans des conditions assez difficiles en raison des conflits administratifs, le problème de domiciliation (stade), et les blessures. Sur le plan personnel, je souffre beaucoup, car je suis dans la même situation que les joueurs, j'ai une famille à charge. Si les choses ne s'améliorent pas, je vais m'en aller», a affirmé Casoni, lors d'un point de presse. Le technicien marseillais s'expli-

maît à la veille de la réception du CABBA Arréridj, lundi au stade Omar-Hamadi (18h45), en match comptant pour la mise à jour de la 6<sup>e</sup> journée du championnat. Le «Doyen», coleader en compagnie du CR Belouizdad avec 20 points chacun, a concédé mercredi dernier son premier revers de la saison, au stade du 5-Juillet face à la JS Kabylie (0-3), en clôture de la 10<sup>e</sup> journée. «J'ai

demandé à la direction, il y a trois semaines de régulariser les joueurs, mais en vain. Je ne peux pas supporter davantage cette situation. Nous avons besoin de plus de sérénité et de calme pour pouvoir réaliser de bons résultats. Pour le match du CABBA, les joueurs sont décidés à mettre de côté leurs problèmes et se donner à 100% pour décrocher la victoire», a-t-il ajouté.



Conférence internationale sur les start-up

## Nécessaire mise en place d'un cadre réglementaire fixant les statuts des start-up

Les travaux de la Conférence internationale sur l'appui des start-up dans les domaines du service public, tenue samedi à Alger, ont été sanctionnés par une série de recommandations s'articulant essentiellement autour de la mise en place d'un cadre réglementaire définissant les statuts des start-up et d'un écosystème propre à ces entreprises composé de l'ensemble des acteurs et des intervenants. Issues des cinq ateliers de cette Conférence, ces recommandations reposent sur quatre axes ayant trait au système, à la coordination entre les différents acteurs, au financement, au plan de charges en faveur des start-up, à la formation ainsi qu'à la coopération internationale et à l'échange.

Ces recommandations ont souligné la nécessité de faciliter aux start-up l'accès à la commande publique à travers l'adaptation du cahier de charges en y introduisant une clause faisant obligation de recourir à la sous-traitance avec ces start-up, tout en incitant les opérateurs publics et privés à recourir aux solutions innovantes créées par ces entreprises.

En outre, les secteurs ministériels et les entreprises économiques ont été appelés à promouvoir le partenariat avec les start-up et les jeunes porteurs de projets innovants et de prendre des mesures incitatives à caractère fiscal pour que les opérateurs public et privé recourent aux solutions innovantes proposées par les start-up. Entre autres recommandations, figure la réactivation des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 247-15 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et délégations du service public à travers la promulgation d'une décision du ministre des Finances pour le soutien aux micro-entreprises et aux start-up. Les recommandations de cette conférence prévoient également l'affectation par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire d'une enveloppe financière, au titre de l'exercice 2020, destinée à l'acquisition de solutions intelligentes dans le domaine des services publics, outre l'incitation des secteurs ministériels au développement des applications intégrables (comme la carte d'identité biométrique) et à la mise en place de mécanismes centraux pour le suivi des projets réalisés dans le cadre de partenariat avec les collectivités locales et les start-up. Il s'agit également de l'importance d'améliorer la nomenclature des programmes d'investissement public à travers l'insertion des nouvelles solutions innovantes par les start-up, d'exhorter les collectivités locales à signer une convention d'expertise avec ces entreprises ainsi que de lancer le projet intitulé «Le premier client» permettant à la start-up d'obtenir un premier marché via la commande publique. Les recommandations mettent l'accent également sur la promotion du rôle des incubateurs au niveau du système intégré des start-up, notamment au niveau des universités, des entreprises, des banques, des centres de recherche, outre la création d'une agence chargée de la coordination pour élaborer le cadre réglementaire définissant les statuts des start-up. Il a été recommandé également de développer les points de contact au niveau des 48 wilayas pour assurer un rôle de médiateur chez les start-up et les collectivités locales, enrichir la plate-forme électronique des start-up mise en place par le ministère de l'Intérieur tout en ouvrant aux porteurs d'idées innovantes.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

SE GARER EST DEvenu RISQUÉ



Djelfa

## Une casemate pour terroristes détruite



Une casemate pour terroristes contenant, notamment cinq bombes de confection artisanale, a été détruite samedi dans la wilaya de Djelfa par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), dans le cadre d'une opération toujours en cours, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de fouille et de ratissage toujours en cours dans la localité de Oued Sayada, commune de Ammoura, wilaya de Djelfa (1<sup>ère</sup> Région militaire), un détachement de

l'ANP a découvert et détruit, le 16 novembre 2019, une casemate pour terroristes contenant cinq bombes de confection artisanale, six kg de produits explosifs, une paire de jumelles, ainsi qu'une quantité de denrées alimentaires, des effets vestimentaires et de couchage et divers objets», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont arrêté, à Bordj Badji Mokhtar (6<sup>ème</sup> RM), neuf individus et saisi deux véhicules tout-terrain, trois groupes électrogènes, trois marteaux-

piqueurs et six sacs de mélange de pierres et d'or brut». Par ailleurs et «dans la dynamique des opérations visant à endiguer la propagation du fléau des drogues dans le pays», des gardes-frontières et des garde-côtes ont saisi, à Tlemcen (2<sup>ème</sup> RM) et El Kala (5<sup>ème</sup> RM), 80,5 kg de kif traité», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé trois narcotrafiquants en possession de 14 347 comprimés de psychotropes et ce, lors d'opérations distinctes menées à Béchar (3<sup>ème</sup> RM), El Tarf et Constantine (5<sup>ème</sup> RM)», ajoute le communiqué.

Reda A.

CHU d'Oran

## 100 cas d'intoxications aiguës aux pesticides enregistrés

Le service de pharmacologie toxicologie du CHU d'Oran enregistre chaque année près de 100 cas d'intoxications aiguës aux pesticides, a indiqué, hier à l'APS, la chef de cette structure.

Interrogée en marge de la 9<sup>ème</sup> rencontre internationale de toxicologie, qui se tient à Oran du 16 au 18 novembre courant, le Pr Rezkallah Hassiba a expliqué qu'une centaine de personnes victimes d'intoxications aiguës aux pesticides sont prises en charge annuellement au niveau de son service.

«Il s'agit généralement d'intoxications volontaires (à 58%), notamment chez les adultes», a souligné la spécialiste, ajoutant que l'intoxication à l'alpha-chloralose (un pesticide pour usages divers) prend de plus en plus d'ampleur en Algérie et fait craindre le même scénario que l'ancienne série d'intoxications par le «rat-killer».

La prise en charge des cas d'intoxication aiguës aux pesticides peut s'avérer très compliquée et exige des interventions multidisciplinaires.

L'organisation de la 9<sup>ème</sup> rencontre sous le thème «Pesticides : risques sanitaires et environnementaux», vise, entre autres, à aborder la prise en charge des cas d'intoxications aiguës aux pesticides sous différents angles, avec des conférences et ateliers animés par des médecins-spécialistes en réanimation, en toxicologie analytique ainsi que par des médecins-urgentistes.

La rencontre à laquelle participent des spécialistes nationaux et étrangers (Maroc, Tunisie, France), abordera, par ailleurs, l'utilisation des pesticides en milieu agricole et le danger des résidus de ces produits chimiques sur la santé humaine. Les conférences et ateliers de cette rencontre s'articulent sur trois axes, à savoir Les intoxications aiguës aux pesticides», «Les résidus des pesticides dans les fruits, les légumes et l'eau» et «Les aspects réglementaires, les expositions professionnelles et les risques éco-toxicologiques des pesticides».

H. R.

ACTU...

## Selon le ministre de l'Intérieur 400 000 détenteurs de contrats de préemploi seront régularisés

La situation de plus de 400 000 détenteurs de contrats de préemploi sera régularisée au cours des trois prochaines années, a annoncé, hier, depuis la wilaya déléguée de In Salah (Tamanrasset), a fait savoir le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salaheddine Dahmoune. S'exprimant lors d'une rencontre avec la population de Foggaret El Arab, commune de Foggaret Ezzoua, en marge de l'inauguration d'une salle de lecture, le ministre a indiqué que «la situation de plus de 400 000 titulaires de contrats préemploi sera régularisée définitivement au cours des trois prochaines années à l'échelle nationale». «Cette décision a été prise par le gouvernement en dépit de la conjoncture financière du pays», a souligné M. Dahmoune.

R. L.

M'sila

## Saisie de blé tendre destiné à la contrebande

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont procédé à la saisie d'une quantité de 475 q de blé tendre destinée à la contrebande dans la commune Mohamed Boudiaf (180 km au sud-ouest de la wilaya de M'sila), a indiqué hier, la cellule de communication de ce corps constitué.

Lors d'un point de contrôle routier installé à proximité de la commune de Mohamed Boudiaf, limitrophe à la wilaya de Djelfa, les éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté vendredi deux semi-remorques en provenance de l'est du pays transportant la quantité de blé tendre transformée en aliment de bétail à destination de la région Sud du pays, a-t-on précisé. Il a détaillé que les conducteurs des deux camions ne possédaient aucune pièce justifiant le transport de la marchandise.

La quantité de blé saisie a été acheminée vers l'Office national des aliments de bétail (Onab) de M'sila, ont expliqué les services, rappelant que d'autres opérations de saisies de blé tendre destiné à la contrebande ont été effectuées au cours de cette année dans la capitale du Hodna et qui se sont soldées par la saisie de plus de 1 400 q.

R. K.

Manifestation économique et commerciale Mougat de Tindouf

## Ooredoo présente ses offres et innovations aux opérateurs économiques africains

Opérateur économique pleinement engagé sur le marché algérien, Ooredoo participe à la manifestation économique et commerciale Mougat de Tindouf qui se tient du 16 au 23 Novembre 2019 à Tindouf.

Organisé par le ministère du Commerce sous le thème «Consommer africain», ce rendez-vous économique du Sud algérien se veut un espace d'échange commercial pour les entreprises algériennes de tous les secteurs d'activités ainsi que les opérateurs économiques étrangers venus des pays africains limitrophes.

Ooredoo participe à cette manifestation à travers un stand au niveau duquel des commerciaux présenteront les différentes offres et solutions de Ooredoo adaptées aux besoins des professionnels.

A travers sa participation à cet événement économique, Ooredoo confirme une nouvelle fois son implication dans la promotion des projets économiques porteurs en Algérie.

Communiqué